

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO51

Claude CHEYSSON

(13 avril 1920 - 15 octobre 2012)

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Entretien n° 5 du 3 avril 1995

Par

**Catherine Oudin, conservateur du Patrimoine
à la direction des Archives et de la Documentation,
et Elisabeth du Réau, professeure d'université**

PARIS

SOURCES DOCUMENTAIRES

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/>

Bibliothèque diplomatique

<https://catalogue.bibliotheque-diplomatique.fr/>

Annuaire diplomatique et consulaire de la République française : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t51005689j.r=1948annuaires%20diplomatiques%20annuaires%20diplomatiques?rk=21459;2>

Documents diplomatiques français (DDF) : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t5327018c.r=1945?rk=42918;4>

Livre jaune, Inventaire (1799-1947), MAEE, Paris 2008 : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/MEAE/fr/livres-jaunes>

Bases de données documentaires

Les [Traités et accords](#)

Les [Images](#) rassemblées dans le "fonds iconographique"

Les [collections cartographiques](#)

Aujourd'hui, lundi 3 avril 1995, cinquième entretien avec Monsieur Claude Cheysson¹, ancien ministre des Relations extérieures, en présence de Mme Catherine Oudin, conservateur du Patrimoine à la direction des Archives et de la documentation, et d'Elisabeth du Réau, professeur à l'université de Paris III.

C. Cheysson : Je vous proposais de revenir à un nom qui avait été connu auparavant.

Sous le Directoire² ?

C. Cheysson : C'est ça. Dès 1792 et avant. Écartons cette petite histoire. C'est un an plus tard qu'un de mes amis m'a dit : « *Tu es vraiment prétentieux, tu as voulu être le successeur direct de Talleyrand*³. » Et, en effet, le dernier ministre des Affaires extérieures avant moi, et pour le moment, je ne suis pas un successeur comme tel (rire), est Talleyrand. Dès 1792, la Convention⁴ décide qu'il n'y aura plus de secrétaire aux Affaires étrangères, ceci marquant

¹ **Claude Cheysson** (né le 13 avril 1920 à Paris et mort le 15 octobre 2012 dans la même ville) est un haut fonctionnaire et personnalité politique française. Il a été ministre des Relations extérieures sous la présidence de François Mitterrand, de mai 1981 à décembre 1984. Il a dirigé la diplomatie française durant cette période, occupant ce poste dans le cadre du premier gouvernement de Mitterrand.

² **Le Directoire** est un régime politique français de type directorial en place durant la Première République, du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) au 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799). Il tire son nom du « Directoire » c'est-à-dire l'ensemble des cinq directeurs, chefs du gouvernement entre lesquels le pouvoir exécutif et les ministres sont répartis, pour éviter la tyrannie, et dont le siège est au palais du Luxembourg. Mis en place à la fin de la Terreur par les républicains modérés de la Convention thermidorienne, le régime — inspiré par une bourgeoisie enrichie par la spéculation sur les biens nationaux et les assignats — rétablit le suffrage censitaire, qui sert à élire les deux chambres législatives, le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens. Cette recherche de stabilité sociale est contrebalancée par un renouvellement annuel du tiers du corps législatif et d'un ou deux des cinq directeurs. Durant ses quatre années d'existence, le Directoire est confronté à des complots royalistes, mais aussi jacobins — telle la Conjuración des Égaux, qui survient en 1796 —, et recourt à la déportation en Guyane. Les élections annuelles sont autant de désaveux pour l'exécutif, qui organise à plusieurs reprises des coups d'État pour se maintenir, notamment celui du 18 fructidor an V, quand les monarchistes sont devenus majoritaires aux conseils. Ces opposants multiplient les reproches à l'encontre du Directoire et appellent à la révision de la Constitution de l'an III. En 1799, un des révisionnistes, Sieyès, devient Directeur, puis foment le coup d'État du 18 Brumaire, qui met fin au Directoire et entraîne la formation du Consulat, dont la personnalité principale est Napoléon Bonaparte. La période du Directoire, souvent vue comme une courte période de transition par l'historiographie, est aussi une époque d'agitation militaire, la France faisant face à l'Autriche, tout d'abord lors de la campagne d'Italie, puis à nouveau lorsque est formée la Deuxième Coalition. Alors que Saint-Domingue est en guerre et que la Martinique est occupée, le Directoire fixe la frontière sur le Rhin, départementalise les colonies dans un élan abolitionniste et commence une réorganisation de l'Europe en créant une union douanière avec les républiques sœurs. Une autre entreprise audacieuse menée à l'époque est la campagne d'Égypte, qui consolide la célébrité de Bonaparte. Sur le plan intérieur, le Directoire met en place une administration dense, des outils économétriques, des institutions scolaires et des industries qui profiteront aux régimes suivants. C'est une époque de foisonnement culturel et de liberté morale qu'illustrent les Merveilleuses et le style Directoire. En ce qui concerne la religion, c'est plutôt une période d'apaisement : les prêtres réfractaires continuent à être arrêtés — et parfois exécutés —, mais les croix sont désormais tolérées, des écoles religieuses rouvrent et les offices religieux ont plus d'audience, quoique la pratique de la foi catholique diminue.

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/histoire-et-patrimoine/revolution-francaise#date-janvier1798>

³ **Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord**, communément appelé **Talleyrand**, né le 2 février 1754 à Paris où il est mort le 17 mai 1838, est un homme d'Église, un homme d'État et un diplomate français, actif du règne de Louis XVI à celui de Louis-Philippe, particulièrement pendant les périodes de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration.

⁴ La **Convention nationale** est une assemblée constituante élue en septembre 1792, au cours de la Révolution française, à la suite de la chute de Louis XVI le 10 août 1792 et de l'échec de la monarchie constitutionnelle. Cette assemblée, qui succède à l'Assemblée législative, est élue pour la première fois en France au suffrage universel masculin et est destinée à élaborer une nouvelle constitution. Elle reste en place du 21 septembre 1792, date de la proclamation parisienne de la République, au 26 octobre 1795, date de la promulgation de la constitution de l'an III, qui met en place le régime du Directoire. Son histoire est un épisode exceptionnel de l'histoire de France, marqué notamment par la condamnation à mort de Louis XVI par la

trop nettement la seule responsabilité du roi, dans le traitement des Affaires étrangères, et que ce sera un secrétaire aux Relations extérieures. L'Empire conserve cette construction d'un ministre des Affaires extérieures et, comme le ministre est Talleyrand sous Louis XVIII⁵, il reste avec ce titre mais l'Ancien Régime⁶ revenu au pouvoir, s'empresse de revenir aux Affaires étrangères dès la disparition de Talleyrand.

Alors, revenons à mon temps, qui encore une fois ne se réfère pas du tout à cela, je connais mon ignorance. Je n'en fais pas une très prétentieuse idée de la capacité de la France en

Convention elle-même et de la reine Marie-Antoinette par le Tribunal révolutionnaire ; par la guerre civile (Vendée) et étrangère (première coalition) ; par la politique de la Terreur (1793–1794) ; par le redressement militaire de 1794 (sous l'égide de Lazare Carnot), le retrait de la Prusse (avril 1795) et le début de l'expansion de la République française, notamment en Italie sous le commandement du général Napoléon Bonaparte. L'histoire de la Convention nationale est divisée en trois périodes, en fonction des factions qui se succèdent par des procédures expéditives à la tête du gouvernement :

- . la **Convention girondine** (21 septembre 1792–2 juin 1793) ;
- . la **Convention montagnarde** (2 juin 1793–27 juillet 1794/9 thermidor an II) ;
- . la **Convention thermidorienne** (27 juillet 1794–26 octobre 1795/5 fructidor an III).

Le conflit entre Girondins, qui dominent d'abord l'assemblée, et Montagnards, soutenus par la Commune de Paris, culmine lors des journées insurrectionnelles du 31 mai et du 2 juin 1793 qui aboutissent à la prise de pouvoir par les Montagnards. La constitution de l'an I, adoptée par les montagnards le 24 juin 1793, n'a jamais été appliquée. Les Montagnards prennent alors le gouvernement en main et lancent la politique de la Terreur et de la mobilisation militaire de masse qui permet aux armées de triompher sur tous les fronts, extérieurs et intérieurs. Au début de 1794, la faction de Robespierre élimine les Hébertistes (mars 1794) puis les Dantonistes (avril 1794), avant de tomber elle-même le 9 thermidor an II (27 juillet 1794). Commence alors le gouvernement des « Thermidoriens », qui, tout en combattant les royalistes et les sans-culottes, élabore la constitution de l'an III. Le régime du Directoire prolonge la Convention thermidorienne, mais ne réussit pas à stabiliser la république et s'achève par le coup d'État du 18 Brumaire (9 novembre 1799).

⁵ **Louis Stanislas Xavier de France**, comte de Provence, né le 17 novembre 1755 au château de Versailles et mort le 16 septembre 1824 au palais des Tuileries, est roi de France et de Navarre du 6 avril 1814 au 20 mars 1815 et du 8 juillet 1815 à sa mort, sous le nom de **Louis XVIII**. Issu de la maison de Bourbon, petit-fils du roi Louis XV, quatrième fils du dauphin Louis et de la Dauphine née Marie-Josèphe de Saxe et frère cadet de Louis XVI, il est appelé « Monsieur » quand ce dernier devient roi. Il choisit de s'exiler sous la Révolution française, puis adopte *de jure* en tant que prétendant au trône le nom de Louis XVIII, l'ordre dynastique incluant son neveu Louis XVII mort en prison en 1795 (à l'âge de 10 ans) sans avoir jamais régné. Surnommé « le Désiré » par les royalistes, il revient en France lors de la Restauration qui suit la chute de l'empereur Napoléon I^{er}. Il est brièvement renversé durant les Cent-Jours, puis revient à nouveau au pouvoir après la bataille de Waterloo, installant pour la première fois en France un régime parlementaire, certes tempéré par un très strict suffrage censitaire. Durant son règne, considérant l'évolution de la France entre 1789 et 1814, Louis XVIII s'attelle à composer avec les acquis de la Révolution et de l'Empire. Ayant quitté la France à l'âge de 35 ans le même jour que la famille royale (qui est reconnue et arrêtée à Varennes), il en a 58 quand son règne commence effectivement après avoir passé 23 ans en exil. Il « octroie » au peuple une constitution utilisant un terme d'Ancien Régime, la Charte constitutionnelle de 1814, tout en menant une politique de réconciliation et d'oubli concernant les violences révolutionnaires en tentant de calmer la Terreur blanche. Il compose dans un premier temps avec une chambre parlementaire « plus royaliste que le roi », la Chambre introuvable. Mais en 1820, après l'assassinat de son neveu le duc de Berry, troisième dans l'ordre de succession au trône et seul mâle en mesure d'assurer la succession au trône, la Restauration prend un tournant plus dur, voire réactionnaire, que le roi laisse mener par le président du conseil Villèle. Son règne est aussi marqué par l'expédition d'Espagne (1823). Il meurt sans descendance et est inhumé à la basilique Saint-Denis. Il est le dernier monarque français à recevoir ce privilège, et également le dernier mort sur le trône, les trois suivants (roi de France, roi des Français et empereur) ayant été renversés. Son frère cadet, le comte d'Artois, lui succède sous le nom de Charles X. La Restauration prend fin avec la Révolution de 1830, qui met sur le trône Louis-Philippe, roi des Français.

⁶ **L'Ancien Régime** est la période de l'histoire de France qui correspond au règne de la maison de Bourbon, de l'avènement d'Henri IV en 1589 jusqu'au début de la Révolution française en 1789. Cette période, qui fait partie de l'Époque moderne (1492-1789), marque le passage du royaume du système féodal au pouvoir absolu des rois de France. La notion de « Ancien Régime », popularisée par Alexis de Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856), puis adoptée par les historiens du XIX^e siècle, s'oppose au « Nouveau Régime » instauré par l'Assemblée nationale constituante à partir de juillet 1789, notamment le système de la monarchie constitutionnelle (1789-1792). Contrairement à une idée répandue, cette expression ne concerne pas toute l'histoire de la monarchie française, qui apparaît à la fin du haut Moyen Âge avec les derniers Carolingiens et les premiers Capétiens. Pour les périodes antérieures à 1589, on utilise plutôt les termes de « régime féodal » ou de « monarchie féodale ». Dans ce cadre chronologique (1589-1789), le terme « Ancien Régime » désigne à la fois l'ordre juridique (système généralisé des privilèges) et social (société des trois ordres, clergé, noblesse, tiers état) du royaume de France, et son système politique (la monarchie absolue), monarchie administrative dans laquelle les pouvoirs féodaux sont réduits, il n'existe plus de grands fiefs souverains, comme le duché de Bretagne ou le duché d'Aquitaine, et la noblesse est assez bien contrôlée.

matière de relations extérieures. Nous ne sommes plus une grande puissance, nous n'avons pas les moyens d'une grande puissance, mais nous ne sommes pas embarrassés par le soupçon évident qui pèse sur toute action d'une grande puissance, qui est un soupçon d'impérialisme, d'expansionnisme vulgaire, direct. Nous gardons en revanche une expérience, une autorité, fondée sur bien des aspects différents, on va y revenir, une capacité d'expression et d'impression à travers cette expression sur d'autres. Je vais traiter cet aspect de ma réflexion. Nous avons là une caractéristique importante à l'intérieur de la Communauté. Moi, je suis depuis très longtemps complètement engagé dans la construction européenne, pas pour le bien de l'Europe dont je me fous intégralement, mais dans la mesure où ça sert nos propres intérêts. Mais, dans la construction européenne, il faut jouer des atouts dont on dispose : l'atout économique, l'atout financier, l'atout monétaire. C'est le nôtre mais il n'est pas principalement le nôtre, il est plus allemand que français. En gros, cette idée d'expression vis-à-vis de l'extérieur du monde, vis-à-vis du reste du monde et, donc, la possibilité de jouer avec le reste du monde. Il n'y a dans la Communauté que deux pays qui ont cette capacité, et l'un d'entre eux n'en fait pas usage, c'est l'Angleterre. L'Angleterre n'en fait pas usage parce qu'elle est étiquée, mais aussi parce qu'en politique étrangère et, surtout quand elle part de la dimension européenne, de sa place en Europe, elle est plus américaine qu'anglaise, mais aussi américaine qu'anglaise.

Proche Orient, ordre économique, constructions internationales, les Anglais sont presque systématiquement alignés sur les Américains. D'autre part, l'Angleterre n'a aucune envie de développer la conjonction, voire la communautarisation des politiques étrangères, elle tient beaucoup à son indépendance en la matière. La relation avec les États-Unis est à présent une des raisons. L'Allemagne, surtout au moment où moi je viens aux Affaires étrangères, je viens au Quai d'Orsay, n'a pas de capacité en politique étrangère. L'Allemagne à cette époque n'est pas indépendante, divisée, allant vers l'unification, un jour, en contact direct avec l'Union soviétique, à cette époque-là, elle dépend pour sa sécurité des États-Unis, elle dépend pour son expression des États-Unis et des autres partenaires européens. Elle n'a pas encore vécu les années qui permettront d'occulter les souvenirs d'impérialisme nazi, que l'on confond souvent avec l'impérialisme allemand. Elle n'a pas l'appareil, le ministère des Affaires étrangères, situé dans une petite ville qui s'appelle Bonn, n'a pas du tout la capacité, ni à partir de Bonn, ni par son implantation dans les Organisations internationales, aux Nations Unies, etc. et, même dans les pays étrangers, elle n'a pas du tout la capacité de l'appareil diplomatique français ou anglais. Donc, la France a une position unique à l'intérieur de la Communauté, pour exprimer une politique étrangère et, si elle l'exprime, par rapport à ses partenaires de la Communauté, c'est pour les obliger à prendre cette politique en compte. Fût-ce parfois, comme l'a fait le général de Gaulle, en en faisant une condition d'un nouvel avancement, d'une nouvelle avance dans la construction européenne. Je reste convaincu et je le reste à l'heure actuelle bien des années après 1981, et bien que l'Allemagne ait maintenant recouvré son indépendance en politique étrangère. Nous le verrons dans bien d'autres circonstances.

Je reste convaincu que c'est un des atouts de la France et c'est un atout qu'il faut jouer au niveau de la Communauté. Affaires étrangères, les voilà liées à la construction européenne d'une certaine manière, étant un atout dans la construction européenne, mais la capacité française à l'extérieur, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, je le reprends, n'est pas uniquement dû à notre puissance, à notre situation diplomatique dans le monde, l'efficacité de notre travail diplomatique en particulier. Il y a bien d'autres aspects de notre présence à l'extérieur, de la présence économique. Quel jeu jouerons-nous dans les organisations internationales, dans les politiques de développement ? Quelle capacité avons-nous au niveau

international d'être entendus ? On regarde Bretton Woods⁷, aux éléments de l'ordre économique international, la capacité n'est pas très grande, quoique si la dimension européenne s'y accroche, elle devient importante. Notre capacité propre sur le plan économique, après tout la France est, si mes souvenirs sont bons, la quatrième puissance commerciale du monde au niveau des échanges, dans certaines parties du monde, la troisième et la seconde. Notre capacité dans les domaines de la sécurité et de la défense, nous avons une industrie d'armement très foisonnante qui intéresse beaucoup de pays, qui intéresse en particulier, j'en ai idée qui, pour le moins, est très importante, des pays qui désirent ne pas dépendre pour leurs fournitures des seuls États-Unis ou de la seule Union soviétique. Je ne dis pas que dépendre de la France en fourniture d'armements assure l'indépendance, mais c'est une dépendance moins contraignante pour les pays qui se veulent non-alignés que la dépendance exclusive vis-à-vis des États-Unis ou de l'autre côté de l'Union soviétique. En tout cas, il est bon de compléter cette dépendance par une dépendance moindre vis-à-vis de la France. Parfois même, nous sommes un élément du système de sécurité et, par notre participation à des opérations des Nations Unies, quoiqu'à ce moment-là, ça paraît tout à fait mineur, ça paraîtra plus important par la suite et par des engagements de sécurité que nous avons pu prendre, formellement ou de facto dans certaines parties du monde. Là, je pense avant tout à l'Afrique.

Autrement dit, notre présence extérieure n'est pas seulement, d'appareils politique et diplomatique. J'y ajouterai mais, pour moi, c'est moins évident que ça ne l'est pour le président de la République, ça le sera par la suite, notre présence culturelle. La francophonie, je ne crois qu'il faille en exagérer l'importance, néanmoins elle représente un élément non négligeable de notre présence. Surtout et là, pour moi, c'était important, lorsqu'elle est pour certains pays un élément complémentaire à leur affirmation d'indépendance. L'exemple le plus caractéristique pour moi, à ce moment-là, qu'il n'a pas cessé de confirmer, est au Vietnam. Même pendant la période où le Vietnam est totalement, mais totalement soumis à l'Union soviétique, il tient à garder une carte francophone. Je suis très frappé, dès ma première Assemblée générale des Nations Unies en 1981, de constater que faisant un dîner où

⁷ **Les accords de Bretton Woods**, issus de la conférence de Bretton Woods qui se tient au Mount Washington Hôtel, à Bretton Woods, dans le New Hampshire aux États-Unis, du 1er au 22 juillet 1944, sont des accords économiques dessinant les grandes lignes du système financier international de l'après-Seconde Guerre mondiale. Les accords établissent un système monétaire international centré sur le dollar américain, convertible en or à taux fixe (35 dollars l'once), avec des monnaies nationales à taux de change fixes mais ajustables, encadrés par le FMI et la Banque mondiale pour favoriser la stabilité économique et la reconstruction post-Seconde Guerre mondiale. Ce système prend fin en 1971 lorsque les États-Unis, confrontés à une accumulation massive de dollars à l'étranger et à une pénurie de leurs réserves d'or, suspendent la convertibilité du dollar en or, marquant le passage à un régime de changes flottants officiellement acté en 1976. La crise du système était liée au dilemme de Triffin : l'excès de dollars en circulation, nécessaire au commerce mondial, a fini par rendre impossible leur couverture en or. L'objectif principal des accords de Bretton Woods est de mettre en place un système monétaire international stable et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre. Ils sont signés après trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations alliées. Une délégation soviétique est également présente. Harry Dexter White (à gauche) et John Maynard Keynes en 1946. Ils furent les acteurs de la conférence tenue à Bretton Woods. Les deux principaux protagonistes de cette conférence ont été John Maynard Keynes, qui dirigeait la délégation britannique, et Harry Dexter White, assistant au secrétaire au Trésor des États-Unis, qui ont tous deux préparé un plan d'ensemble. Le plan Keynes est ébauché dès 1941 et préparait un système monétaire mondial fondé sur une unité de réserve non nationale, le bancor. La partie américaine mettait en avant le rôle de pivot du dollar américain et proposait plutôt de créer un fonds de stabilisation construit sur les dépôts des États membres et une banque de reconstruction pour l'après-guerre. Finalement, c'est la proposition de White qui prévaut, organisant le système monétaire mondial autour du dollar américain, avec un rattachement nominal à l'or. Deux organismes voient le jour lors de cette conférence, et sont toujours en activité : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) aujourd'hui connue sous le nom de banque mondiale et composée de quatre autres institutions qui sont : l'Association internationale de développement (IDA) créée pour lutter contre la pauvreté en apportant des aides, des financements et des conseils aux États en difficulté, la Société Financière Internationale (IFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) ; le Fonds monétaire international (FMI). Un troisième organisme aurait dû être créé, chargé du commerce international. Mais en l'absence d'accord, il ne verra le jour qu'en 1995 avec la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après les cycles de négociations de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

j'invite tous ceux qui s'expriment en français, j'ai immédiatement à ma table les gens les plus divers, dont l'homme du Vatican en face du Vietnamien, en pleine entente avec le Canadien, quelques Centre-américains qui ont à peine le français, mais qui marquent ainsi leur indépendance, leur volonté, leur affirmation gratuite, un peu coûteuse, d'indépendance par rapport aux Américains. En d'autres termes, la présence de la France à l'extérieur, sa capacité en politique étrangère, ne s'affirme pas seulement par son appareil d'affaires étrangères, mais par l'ensemble de ses relations extérieures. Dernière considération qui m'amène à faire cette recommandation à François Mitterrand⁸. Il est très fâcheux que les aspects de relations extérieures qui sont fondamentalement d'autre nature que diplomatique, soient gérés de façon informelle.

Mais ça, c'est tout.

C. Cheysson : Mais cela, c'est le caractère du président de la République, le caractère de François Mitterrand qui, toute sa vie, a traité les affaires directement avec ses interlocuteurs, que ce soit à l'intérieur d'un parti politique, que ce soit dans la vie domestique, que ce soit avec des pays étrangers, et via des gens de tous les niveaux. On voit bien d'autres exemples sortir à l'heure actuelle.

Lorsque vous arrivez au Quai d'Orsay, vous avez bien sûr longuement discuté avec François Mitterrand du programme de politique étrangère. Quels sont les principes sur lesquels vous pensez articuler votre politique ? Les droits de l'homme, par exemple, qui sont fondamentaux dans votre....

C. Cheysson : Non, pas du tout ! Contrairement à ce que vous pensez. Parler de programme. Nous avons parlé de problèmes sur lesquels j'ai une expérience et qui intéressent François Mitterrand compte tenu de mon expérience. Alors, qu'est-ce qui a intéressé François Mitterrand dans ma vie professionnelle des années précédentes ? La construction européenne, l'Afrique, le tiers-monde et, en particulier, le monde arabe. Là-dessus, ce que je lui ai dit, l'a intéressé, la preuve, c'est qu'il m'appelle au Quai d'Orsay. Mais nous n'avons pas dit : on va donner telle importance à telle chose, etc. Nous avons parlé de ces sujets, de ces domaines plutôt. Chacun en soi, voit à peu près comment, moi, je souhaite qu'on oriente la politique française et j'ai l'impression qu'il est en accord là-dessus. Et ça va évidemment être les sujets sur lesquels je brancherai principalement.

Elle utilise le fait que quand on est au gouvernement, on est pris par la vie quotidienne. Donc, on s'occupe des problèmes qui nous ont intéressés auparavant, mais on s'occupe d'abord des problèmes qui se présentent. Alors, tout de suite, on est confronté à des problèmes immédiats qui se posent évidemment dans les domaines dont j'ai parlé à François Mitterrand, c'est-à-dire la construction européenne, c'est-à-dire en Méditerranée, comment mettre Israël et les Palestiniens sur un plan d'égalité des droits pour permettre l'engagement d'une négociation, d'une marche vers la paix, parce que cela, Mitterrand y tient beaucoup. Comment nous situer par rapport à certains pays du tiers-monde dans une perspective de développement et d'indépendance des principaux pays. C'est vrai, ils n'intéressent pas également François

⁸ François Mitterrand (26 octobre 1916 - 8 janvier 1996) : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand>

Mitterrand, mais ils savent qu'ils m'intéressent, ils m'ont nommé son ministre et, donc, ils me laissent lui faire des propositions dans ces différents domaines. Donc, nous aurons le discours de Cancún⁹ dans la même période où nous prendrons les initiatives par rapport à Israël et à la Palestine ; nous, nous préparons le voyage du Président au Proche-Orient et nous prendrons un début d'orientation plus sociale, plus ouverte, plus politique dans la construction européenne. Bien que ce sujet n'intéresse pas également la France, M. Mitterrand, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, ce qui l'intéresse, c'est ce qui touche à la France en elle-même. Donc, dans ce que je viens de rappeler comme domaine d'activité principale, c'est de loin l'affaire européenne qui l'intéresse le plus. Et, puis, apparaît rapidement un engagement personnel quand ce que nous disons, ce qu'il dit, qui nous paraît intelligent, mais qui ne nous fascine pas, ce qu'il dit par rapport au tiers-monde, émet des réactions américaines. Car, là, on tombe sur les États-Unis, et les États-Unis s'y intéressent. Sans vouloir caricaturer, je dirais que le discours de Cancún est tout, trop intelligent. C'est une thèse, pas autre chose.

Les démarches se font aussitôt auprès des pays non-alignés¹⁰. On va remarquer combien nous nous intéressons au Non-alignement. La position, probablement exagérée, que nous prenons

⁹ **La conférence Nord-Sud de Cancún** eut lieu au Mexique, du 22 au 23 octobre 1981. De son nom complet « conférence Nord-Sud de Cancún pour la Coopération internationale et le Développement », elle était destinée à sortir les pays d'Amérique latine du cercle vicieux de l'endettement, et fut l'unique sommet « Nord-Sud ». Elle rassembla 22 pays. La conférence devait initialement se dérouler début juin 1981, mais son report les 22-23 octobre 1981 a été annoncé le 15 mars. Le 21 octobre 1981, tous les participants ont dîné ensemble. Dès son arrivée, François Mitterrand s'est entretenu une heure avec Chadli Bendjedid. Il affirme avant le début de la conférence « La conférence de Cancun offre une chance historique à la paix ». Le sujet principal de l'évènement portait de savoir si on admettait ou non qu'à la suite de cette conférence, les grands problèmes du monde soient discutés entre tous les pays du monde, ce qui n'était pas encore le cas alors. La conférence fut présidée par le président du Mexique López Portillo et elle rassembla des chefs d'État du Nord et du Sud : le Mexique, les États-Unis d'Amérique, la Chine, les membres de la Communauté économique européenne, le Japon, la Côte d'Ivoire, etc. François Mitterrand y fit l'un de ses premiers déplacements officiels à l'étranger, et y prononça un discours sur la nécessité de modifier les termes de l'échange entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ; il y affirme la volonté de la France de contribuer activement au développement du Tiers Monde par la coopération. Le Premier ministre chinois demande « l'établissement d'un nouvel ordre économique international ». Même si cette conférence fut exceptionnelle pour l'époque, elle n'eut pas de suite. Son insuccès (partiel ou total selon les vues) fut expliqué notamment par la mauvaise volonté des États-Unis (par le biais de leur président Ronald Reagan), mais également par le fait que les autres pays industrialisés n'y étaient pas prêts. En 1982, une crise financière touchant les pays en voie de développement et commencée au Mexique, atteint les autres pays latino-américains, tous fortement endettés. Le Mexique se déclare en faillite le 12 août 1982. Les gouvernements étrangers, le FMI et les grandes banques rééchelonnent la dette de ces pays, qui passe du court terme au long terme.

¹⁰ **Le mouvement des non-alignés** (ou plus rarement **mouvement des pays non alignés**) est une organisation internationale regroupant 120 États en 2012 qui se définissent comme n'étant alignés ni avec ni contre aucune grande puissance mondiale (17 États et 9 organisations internationales y ont en plus le statut d'observateur). En effet ce mouvement, né durant la guerre froide, visait à regrouper les États qui ne se considéraient comme alignés ni sur le bloc de l'Est ni sur le bloc de l'Ouest. Le but de l'organisation défini dans la « déclaration de La Havane » de 1979 est d'assurer « l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non alignés dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, la ségrégation, le racisme, et toute forme d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie de la part de grandes puissances ou de blocs politiques » et de promouvoir la solidarité entre les peuples du tiers monde. L'organisation, dont le siège est à Lusaka en Zambie, regroupe près des deux tiers des membres des Nations unies et 55 % de la population mondiale. Le mouvement des non-alignés comprend plusieurs membres assez importants à l'échelle mondiale, comme l'Indonésie, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Iran, ainsi qu'autrefois la Yougoslavie. Le Brésil n'a jamais été un membre officiel du mouvement, mais il partage plusieurs de ses vues et envoie régulièrement des observateurs à ses sommets. La république populaire de Chine fait également partie des pays observateurs. Aux origines, la déclaration de Brioni du 19 juillet 1956, proposée par Gamal Abdel Nasser, Josip Broz Tito, Soekarno et Jawaharlal Nehru, marque l'origine du mouvement, qui vise alors, dans le contexte de la guerre froide, à se protéger de l'influence des États-Unis et de l'URSS qui cherchaient à rallier le monde à leur cause (idée de bipolarisation : les deux grands qui gouvernent le monde). Le terme de « non-alignement » a été inventé par le Premier ministre indien Nehru lors d'un discours en 1954 dans la ville ceylanaise de Colombo. Dans ce discours, Nehru a décrit les cinq piliers à utiliser pour les relations sino-indiennes, qui ont été pour la première fois mises en avant par le Premier ministre chinois Zhou Enlai. Appelées *Panchsheel* (les « cinq principes »), ces principes servent plus tard de base au mouvement des non-alignés. On peut considérer que la conférence de Bandung, tenue en 1955 dans la ville indonésienne de Bandung dans l'Ouest de l'île de Java, qui avait réuni une trentaine de pays d'Afrique et d'Asie, est une étape importante vers la constitution du mouvement des non-alignés.

pour avoir des relations avec les Sandinistes¹¹ au Nicaragua, qui viennent de flanquer à la porte Somoza¹² et les autres. Sauf en ce moment où il est... Cela François Mitterrand, bon, l'approuve, son ministre de confiance, c'est pas bête, et parfois c'est même brillant. En revanche, ce qui l'intéresse alors, c'est la réaction américaine qui, par rapport aux trois faits que je viens d'indiquer, est particulièrement vive, quand c'est le pays d'Amérique centrale qui l'amène à accentuer sa position ou celle qu'il aura prise. On est d'accord ! Il aurait aussi pu ne pas répondre, mais qui sera accentué parce que les Américains réagissent. Et, ça, ce n'est pas tolérable. Vous voyez bien ce que je veux dire ?

Oui, tout à fait !

C. Cheysson : Et ce n'est pas du tout pour critiquer qui que ce soit, je vous explique les choses telles qu'elles sont. Parmi les sujets que je viens d'évoquer, les trois qui, je vous l'ai dit, ne l'intéressent pas au premier chef, celui des trois où ils sont le plus concernés, est probablement le Proche-Orient, plus exactement Israël et les Palestiniens. Pour des raisons intellectuelles, oui, c'est vrai, mais aussi parce que, là, il s'est opposé à certains de ses prédécesseurs dans le passé, dont il a trouvé que le refus de reconnaissance des droits d'Israël n'était pas tolérable. Une mise est souvent faite, à savoir que François Mitterrand était pro-israélien. Non ! Il estimait qu'Israël avait des droits sacrés, mais reconnaissait tout à fait que pour que ces droits puissent être établis, confirmés, consolidés, perpétués, il fallait que des droits semblables, pas identiques mais semblables, des Palestiniens, le soient aussi.

Est-ce qu'il en était persuadé ou est-ce que c'est vous qui m'avez un peu... la moindre idée ?

C. Cheysson : Il en était persuadé.

Parce que...

¹¹ **Le Front sandiniste de libération nationale** (*Frente Sandinista de Liberación Nacional*) **FSLN** est un parti politique nicaraguayen fondé en 1961 comme organisation politico-militaire socialiste inspirée par la lutte du général Augusto Sandino. Le FSLN joue un rôle majeur dans l'histoire du Nicaragua en déclenchant la révolution populaire sandiniste en 1979. Le FSLN est membre de l'Internationale socialiste (IS) jusqu'en janvier 2019, date à laquelle il en est exclu, accusé de violations des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques pendant les manifestations de 2018-2019. Aujourd'hui, il est membre de la COPPPAL, la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes, qui est une organisation politique internationale régionale rassemblant des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes d'orientations politiques diverses. La COPPPAL est créée en 1979 à Oaxaca de Juárez au Mexique, à l'initiative du Parti révolutionnaire institutionnel. Elle se réunit régulièrement, et ses déclarations de principe ont pour but de faire progresser la solidarité latino-américaine et la paix dans le monde.

¹² **Anastasio Somoza Debayle**, né le 5 décembre 1925 à León et mort le 17 septembre 1980 à Asuncion, est un homme d'État nicaraguayen. Il est président du Nicaragua de 1967 à 1972, puis de 1974 à 1979. En tant que chef de la Garde nationale nicaraguayenne, il exerce *de facto* le pouvoir, malgré tout, entre 1972 et 1974. Il est le dernier membre de la famille Somoza, une dynastie de dictateurs qui règne sur le Nicaragua depuis 1936. Anastasio Somoza Debayle succéda à son frère, qui avait lui-même succédé à son père. Au pouvoir, il est un homme autoritaire, restreint les libertés, participe à l'augmentation des inégalités sociales dans le pays, et est mêlé à des affaires de détournements d'aides internationales. Il quitte la présidence et fuit le pays au moment où les mobilisations du Front sandiniste de libération nationale s'accroissent en juillet 1979, qui renversent finalement alors la dictature somoziste. Il s'exile d'abord aux États-Unis, puis au Paraguay, et est assassiné en septembre 1980 par un commando lié aux sandinistes.

C. Cheysson : Je ne sais pas si l'articulation était aussi claire dans son esprit et aurait pu être aussi claire, si je n'avais pas été son ministre, mais étant son ministre, il a trouvé cette approche parfaitement raisonnable. Un texte ?

Oui, parce que lorsqu'on lit les déclarations, lorsqu'on lit un certain nombre d'ouvrages ou de revues, on a effectivement cette impression d'un François Mitterrand beaucoup plus engagé du côté Israël que sensible à la cause palestinienne. D'ailleurs, ce qui m'avait frappé, par exemple, c'est qu'à peine arrivé au pouvoir, il proteste contre la déclaration de Venise¹³, la déclaration faite par les pays de la Communauté contre les accords de Camp David¹⁴, qui ne font pas une place assez large, justement aux Palestiniens. Donc, ce qui me semblait un petit peu confirmer son engagement du côté israélien.

C. Cheysson : Ça, c'est une préoccupation de politique intérieure et...

Elle est très souvent de François Mitterrand, on se retire encore actuellement.

C. Cheysson : C'est une manière de dire des choses méchantes à Giscard¹⁵. La Déclaration de Venise, c'est Giscard. Il faut trouver un moyen de dire des choses déplaisantes à Giscard, c'est certain. Si je vais tout à fait au fond des affaires, il semble que ça puisse apparaître le moins du monde comme une critique de François Mitterrand, on prend les gens comme ils sont. Il n'a pas d'appétit pour les arabes.

Et il n'a pas d'appétit pour les arabes.

¹³ La **déclaration de Venise** (ou « déclaration du Sommet de Venise ») est un accord publié par le comité économique de la Communauté économique européenne, réuni en juin 1980 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a appelé à la reconnaissance des droits des Palestiniens à l'autonomie gouvernementale et aux droits de l'OLP à participer aux initiatives de paix. Du fait de l'escalade du conflit israélo-arabe, les pays européens décident que les négociations alors menées par les États-Unis étaient peu satisfaisantes, et que la situation était suffisamment sérieuse pour intervenir, justifiant plus avant cette intervention sur la base de leurs liens traditionnels et des intérêts communs qu'ils avaient avec la région. Les Européens se fondent notamment sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, mais également sur une série de déclarations faites le 10 septembre 1970, le 29 juin 1977, les 26 mars et 18 juin 1979 et le discours du ministre des Affaires étrangères irlandais d'alors devant l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 1979. Au paragraphe 4, les États membres appellent à promouvoir les « deux principes universellement acceptés par la communauté internationale : le droit d'exister en sécurité de tous les États de la région, dont Israël, et la justice pour les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien ». Cela implique selon les États membres la reconnaissance des frontières établies et la résolution des différends frontaliers afin d'assurer la sécurité des populations dans leurs limites.

¹⁴ Les **accords de Camp David** sont signés le 17 septembre 1978, par le président égyptien Anouar el-Sadate, et, le Premier ministre israélien Menahem Begin, sous la médiation du président des États-Unis, Jimmy Carter. Ils consistent en deux accords-cadres, qui sont signés à la Maison-Blanche, après 13 jours de négociations secrètes à Camp David, le lieu de villégiature du président des États-Unis. Ils comprennent des déclarations d'intention, dont le but est d'aboutir à des traités de paix, et des relations pacifiques entre les parties prenantes aux différents conflits, qui ont opposé Israël à ses voisins arabes. Le premier accord-cadre, relatif à l'avenir de Gaza et de la Cisjordanie, ne sera pas suivi d'effets. Mais le second est suivi de la signature du premier traité de paix, entre Israël et l'Égypte : le traité de paix israélo-égyptien, de 1979, notamment à la suite duquel les Israéliens se retirent du Sinaï. Ces accords entraînent en revanche une hostilité de la Ligue arabe, envers l'Égypte, et cette dernière est donc la seule nation arabe en conflit avec Israël, à signer un traité de paix avec l'État juif.

¹⁵ **Valéry Giscard d'Estaing**, communément appelé « **Giscard** » et également connu sous ses initiales **VGE**, né le 2 février 1926 à Coblenz (Allemagne) et mort le 2 décembre 2020 à Authon (Loir-et-Cher).
<https://www.elysee.fr/valery-giscard-d-estaing>

C. Cheysson : Pour une raison que, généralement, on ne met pas en rapport avec cela, parce qu'au fond, au tréfonds de lui-même, il n'a jamais pardonné aux Algériens la rupture avec la France. Croyez-moi, c'est aussi important que cela, il n'a pas d'appétit pour les arabes. Mais ceci dit et là-dessus alors, il en a beaucoup vu avant 1981. Il sait très bien qu'Israël ne verra son avenir assuré que, si les droits du peuple palestinien sont également respectés, reconnus et respectés. Il le sait par raisonnement mais, dans son raisonnement, c'est aussi fort que son engagement qui est plus profond, qui est plus affectif vis-à-vis d'Israël. Vous voyez bien ce que je veux dire ?

Oui, mais en même temps, est-ce que les événements ne le forcent pas non plus, finalement, à tenir un plus grand compte des Palestiniens ? C'est l'attitude du gouvernement Begin¹⁶, par exemple.

C. Cheysson : Non, non, mais attendez, attendez ! Avant même. En partie à cause de l'attitude du gouvernement Begin, il a dit : « Ça, c'est en partie une pique à Giscard. » Il a dit avant l'élection : « J'irai en Israël. » Donc, dès qu'il arrive aux affaires, on va voir comment il pourra aller en Israël. Pour qu'il puisse aller en Israël, il faut essayer. C'est presque une directive que je reçois mais, en tout cas, les choses sur lesquelles nous sommes bien d'accord, il faut qu'on clarifie ce que l'on doit exiger pour les Palestiniens avant de voyager en Israël. Donc, tout de suite, je vais voir Arafat¹⁷. Mais ce n'est quand même pas par hasard qu'un mois après ma nomination, je sois à Beyrouth pour rencontrer Arafat. Je n'ai pas supposé un instant que ces faits soient d'accord contre Mitterrand, voyons. Ce qui d'ailleurs amène tout de suite des réactions assez vives, en particulier des Syriens. On va tuer les Syriens et les Syriens nous tuent notre ambassadeur à Beyrouth. Mais, néanmoins, il faut préparer ce voyage en Israël, en ayant bien établi notre position par rapport aux Palestiniens. Quelques

¹⁶ **Menahem Begin**, né le 16 août 1913 à Brest-Litovsk et mort le 9 mars 1992 à Jérusalem, est un homme d'État israélien. Membre du Gahal, il est Premier ministre de juin 1977 à octobre 1983. Militant sioniste en Pologne au sein du Bétar de Vladimir Jabotinsky, combattant à partir de 1943 contre la puissance mandataire britannique en Palestine puis durant la guerre israélo-arabe de 1948, Menahem Begin devient Premier ministre du gouvernement israélien en 1977. Il négocie alors la paix avec l'Égypte et signe le 17 septembre 1978 les Accords de Camp David avec le président égyptien Anouar el-Sadate et la médiation du président des États-Unis Jimmy Carter. Ces accords, qui concrétisent le principe d'échange « Territoires contre Paix », valent aux deux négociateurs le prix Nobel de la paix en 1978. Les négociations continuent jusqu'à la signature du traité de paix israélo-égyptien de 1979. Contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, il ordonne l'invasion du Liban en 1982 qui se solde par le départ d'Arafat et de ses hommes du Liban. L'année précédente, il avait mis un terme aux ambitions nucléaires de Saddam Hussein en faisant détruire en Irak le réacteur Osirak par l'armée de l'air israélienne. Il est aussi responsable du lancement des opérations de rapatriement en Israël des Juifs éthiopiens, les Beta Israël, à partir de 1977. Il lance par ailleurs une politique de colonisation intensive des Territoires palestiniens.

¹⁷ **Yasser Arafat**, né le 24 août 1929 au Caire (Égypte) et mort le 11 novembre 2004 à Clamart (France), de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qoudwa al-Husseini et connu aussi sous son surnom (*kounya*) d'Abou Ammar, est un activiste et homme d'État palestinien. Dirigeant du Fatah puis également de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat est resté pendant plusieurs décennies une figure controversée de l'expression des aspirations nationales des Palestiniens avant d'apparaître pour Israël comme un partenaire de discussions dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien dans les années 1990. Yasser Arafat représente alors les Palestiniens dans les différentes négociations de paix et signe les accords d'Oslo en 1993. Il devient le premier président de la nouvelle Autorité palestinienne et reçoit le prix Nobel de la paix 1994 en compagnie de Shimon Peres et Yitzhak Rabin. À partir de 2001, après l'échec du sommet de Taba et le déclenchement de la seconde intifada, il perd progressivement de son crédit auprès d'une partie de son peuple qui reproche à l'Autorité palestinienne sa corruption et sa passivité face à la colonisation israélienne. Il se retrouve isolé sur la scène internationale tandis que les Israéliens élisent Ariel Sharon au poste de Premier ministre d'Israël, amenant un durcissement de la position israélienne vis-à-vis du dirigeant palestinien, contraint à ne plus quitter Ramallah (Cisjordanie). Cet isolement n'est rompu qu'à la veille de sa mort, quand il est emmené d'urgence à Clamart, où il meurt à 75 ans. En 2012, la dépouille de Yasser Arafat est exhumée pour étudier l'hypothèse d'une mort par empoisonnement au polonium 210. L'équipe d'experts suisses conclut à l'empoisonnement mais les équipes russes et françaises à une mort de vieillesse à la suite d'une gastro-entérite. En 2015, le parquet de Nanterre décide de classer sans suite l'enquête sur sa mort.

semaines plus tard, je suis sûr que l'ordre se passe. Le Golan¹⁸ ou le bombardement de Tamuz¹⁹ ? Enfin, disons, le bombardement de Tamuz. « *Le bombardement de Tamuz, ils nous emmerdent vraiment ces Israéliens !* » Mais on ne va pas s'arrêter là parce que, comme le dit François Mitterrand : « *Ce sera après l'annexion du Golan. Comme de toute façon, ils en feront d'autres si, à un moment, on ne décide pas d'ignorer, on y arrivera jamais.* » Or, il veut aller en Israël pour établir les droits des deux peuples. Donc, après l'annexion du Golan, je le vois aussitôt et, puis, en protestant naturellement : « *Je vais ajourner ma visite mais je ne vais pas l'ajourner de beaucoup. Fixez une nouvelle date le plus tôt possible et publiez-la, afin d'éviter qu'ils fassent une autre boulette de ce genre.* » Et on s'approche de la date. C'est lui qui m'envoie. Jamais, il ne l'a dit à Attali²⁰ qui fait une très fausse interprétation dans le verbatim. C'est lui qui me dit d'aller dans le Golfe, avant le voyage.

Oui, mais il vous reproche vos déclarations.

C. Cheysson : Attendez un instant. Je vais dans le Golfe, je fais une déclaration. Là, je vous dirai une confidence que m'a faite Jean Daniel²¹, il y a trois jours, mais je ne la place pas maintenant. Il déclare que j'abuse. Pierre Mauroy²² proteste véhémentement. Nous allons en Israël. Discours... mais c'est important. Curieusement, il n'avait pas écrit longtemps à l'avance. Résultat, c'est à six heures du matin, le cours du discours à la Knesset²³, il

¹⁸ Le **plateau du Golan** (en arabe, *al-Jūlān*, et en hébreu, *Golan*) est un plateau volcanique situé en Syrie, dont une partie est occupée par Israël depuis la guerre des Six Jours de 1967, puis annexée unilatéralement par le gouvernement israélien en 1981. Cette annexion est considérée comme illégale par la communauté internationale dans le cadre de la résolution 497 du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée à l'unanimité le 17 décembre 1981.

¹⁹ **Le bombardement de Tamuz (7-23 juin 1981)** Osirak est le nom d'un ancien réacteur nucléaire expérimental de 40 MW situé en Irak dans le centre de recherche nucléaire d'Al-Tuwaitha dans la banlieue sud-est de Bagdad. Il est construit en 1975 par la France, et était officiellement destiné à des recherches civiles sur le nucléaire. Plusieurs pays redoutaient qu'il serve à développer la bombe atomique pour le régime irakien. Le 30 septembre 1980, au début de la guerre Iran-Irak, le réacteur Osirak est attaqué par des jets militaires iraniens. Un an plus tard, le 7 juin 1981, il est sévèrement endommagé par l'armée de l'air israélienne lors de l'opération *Opéra*. En 1991, il est de nouveau ciblé, par l'armée américaine lors de la guerre du Golfe. En 1975, Saddam Hussein se rend en week-end en Provence, où il rencontre Jacques Chirac, alors Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing qui s'était déjà rendu à Bagdad en septembre 1974. Saddam Hussein rencontre également Giscard à Paris, et visite le centre de Cadarache avec Chirac. Le 18 novembre 1975, un accord de coopération nucléaire franco-irakien "pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques" est signé à Bagdad. Initialement, l'Irak était intéressé par un réacteur nucléaire de 1 500 MW. En 1976, l'Irak achète à la France un petit réacteur de recherche, Osirak, copie conforme du réacteur nucléaire de recherche français *Osiris* installé à Saclay (d'une puissance de 70 MW). Saint-Gobain, Bouygues et Technicatome, partenaires du CEA, sont chargés du contrat. La centrale doit comporter en fait deux réacteurs : Osirak (appelé *Tamuz 1* par les Irakiens) et un petit, Isis (*Tamuz 2*).

<https://www.universalis-edu.com/evenement/7-23-juin-1981-raid-israelien-contre-le-reacteur-nucleaire-irakien-osirak/>

²⁰ **Jacques Attali**, né le 1^{er} novembre 1943 à Alger, est un écrivain, économiste, ancien haut fonctionnaire et chef d'entreprise français. Polytechnicien et énarque, il a été conseiller d'État et professeur dans de nombreuses universités et grandes écoles. Entre 1981 et 1991, il est le conseiller spécial du président français François Mitterrand. En 1991, il devient le premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Il dirige en 1997 la commission de réforme de l'enseignement supérieur, puis en 2008 la commission pour la libération de la croissance française. Il est l'auteur de plus de quatre-vingts ouvrages, dont des essais, des biographies, des pièces de théâtre et des romans. Il écrit pour *L'Express* pendant vingt ans ainsi qu'au *Journal des arts* avant de devenir éditorialiste du quotidien *Les Échos* en septembre 2019 et de *Nikkei* en 2020. Cofondateur de l'organisation humanitaire Action contre la Faim, Jacques Attali dirige le cabinet Attali & Associés ainsi que l'ONG Positiv.

²¹ **Jean Daniel**, nom de plume de Jean Daniel Bensaïd, né le 21 juillet 1920 à Blida en Algérie française et mort le 19 février 2020 à Paris, est un écrivain et journaliste français. Il est le fondateur (1964), directeur et éditorialiste du *Nouvel Observateur*.

²² **Pierre Mauroy**, né le 5 juillet 1928 à Cartignies (Nord) et mort le 7 juin 2013 à Clamart (Hauts-de-Seine), est un homme d'État français. Il est député du Nord entre 1973 et 1992, maire de Lille de 1973 à 2001, Premier ministre de 1981 à 1984 et sénateur de 1992 à 2011.

²³ La **Knesset** est le parlement monocaméral de l'État d'Israël, dont le siège est à Jérusalem. Les députés sont élus pour un mandat de quatre ans. Depuis sa création en 1949, sur les vingt-cinq Knesset élues, seize ont été dissoutes avant le terme

m'appelle dans sa chambre. Je le voyais tout le temps me disant que mon idée du Golfe c'était excellent. « *Vous pouvez reprendre la formule, je vais la reprendre mot pour mot.* » Il reprend mot pour mot ma phrase sur le fait qu'il faudra une structure étatique, que bien entendu, cette structure étatique devra être appuyée sur des territoires et que ces territoires sont les territoires occupés. Alors, là, je vous fais une confidence. Elle me gêne parce qu'elle est très flatteuse, j'ai déjeuné avec Jean Daniel, il y a quelques jours et je lui disais que mes rapports avec le conseil Mitterrand sont mauvais depuis la Guerre du Golfe²⁴. Il me dit : « *Je vais te dire ce qu'il m'a dit de toi un jour.* » Il m'a dit : « *Oui, Cheysson passait souvent son temps à prendre des initiatives. À chacune des initiatives, vraiment, il me mettait en colère pour 24 heures, mais 24 heures plus tard, j'étais tout à fait d'accord avec lui.* » Alors ça, c'est autre chose. C'est que François Mitterrand manœuvre beaucoup plus habilement que je ne le fais. Il ne manœuvre pas par la déclaration provocante. Il m'a toujours reproché mes déclarations provocantes, et comme il me l'a dit un jour : « *Vous parlez trop, surtout ce que vous dites est généralement exact.* » (rires)

Bon, voilà !

C. Cheysson : Mais pour revenir sur ce point, ce voyage en Israël est un voyage important pour lui, il a bien marqué la nécessité de reconnaître les droits des uns et des autres pour qu'Israël ait son avenir assuré dans la sécurité. Il sera préparé longuement et, en particulier, par toutes les démarches qu'il me fera faire ou qu'il me laissera faire dans des conditions en effet provocantes. Ma première visite sera pour Arafat, c'est un petit peu choquant. Vous voyez bien le truc ? Et, là-dessus, il n'y a vraiment entre nous aucun désaccord.

Oui. D'ailleurs même après, la diplomatie française s'engage très nettement en faveur des Palestiniens.

normal. La Knesset siège à Tel Aviv jusqu'en 1950, puis à Jérusalem. Le bâtiment qui l'héberge aujourd'hui est situé dans le quartier de Guivat Ram, non loin de la Bibliothèque nationale d'Israël et des autres bâtiments gouvernementaux. Il a été construit sur les terres du village palestinien de Lifta, expulsé en 1948 lors du nettoyage ethnique de la Palestine, et dont les terres ont été déclarées appartenant à des « absents » et spoliées au profit d'Israël. La construction de cet édifice, conçu par l'architecte Josef Klarwein, a été financée en 1948 par James Armand de Rothschild, fils aîné d'Edmond de Rothschild, sur un terrain loué au patriarcat orthodoxe de Jérusalem.

²⁴ La **guerre du Golfe** est un conflit qui oppose, du 2 août 1990 au 28 février 1991, l'Irak à une coalition de 35 États dirigée par les États-Unis à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak. La guerre est divisée en deux phases : l'opération *Bouclier du désert* (en anglais *Desert Shield*), du 2 août 1990 au 17 janvier 1991, au cours de laquelle les troupes se renforcent et défendent l'Arabie saoudite, et l'opération *Tempête du désert* (en anglais *Desert Storm*), du 17 janvier au 28 février 1991, phase de combat qui commence avec un bombardement aérien et naval, suivi d'un assaut terrestre et qui se termine par la victoire des forces de la coalition qui parviennent à repousser l'armée irakienne hors du Koweït et à avancer en Irak. La coalition cesse sa progression et déclare un cessez-le-feu de 98 heures après le début de la campagne terrestre. Au cours de la guerre, les combats sont limités à l'Irak, au Koweït et à des zones situées le long de la frontière avec l'Arabie saoudite ; l'Irak lance des missiles Scud contre des cibles militaires de la coalition en Arabie saoudite et contre Israël. La guerre du Golfe est aussi connue sous d'autres noms, comme la première guerre du golfe Persique, la première guerre du Golfe, la guerre du Koweït, la première guerre d'Irak, ou tout simplement « guerre d'Irak » jusqu'à ce que le terme fasse référence à la guerre de 2003. Pourtant, il y eut peu de combats dans le golfe Persique en 1991, et le surnom de ce conflit convient mieux à la guerre Iran-Irak qui avait été surnommée en son temps la « guerre du Golfe ». Ce conflit est marqué par la mise en place d'émissions télévisées en direct depuis le front, principalement par le réseau américain CNN. La guerre gagne également le surnom de « guerre de jeu vidéo » après la diffusion quotidienne d'images provenant de caméras installées à bord des bombardiers américains au cours de l'opération *Tempête du Désert*.

C. Cheysson : Non, on ne s'engage pas en faveur des Palestiniens. Elle s'engage en faveur des deux.

Oui, mais à partir du moment...

C. Cheysson : Les détails sont quand même intéressants, même quand évidemment ça a été un échec, ce qu'ils ont voulu faire a été un échec, les choses n'étaient pas mûres. Quand il décide qu'on enverra un contingent à Beyrouth, c'est lui qui le décide, c'est une décision importante. Il décroche le téléphone, il appelle Reagan²⁵ en lui disant : « *J'envoie. Est-ce que vous envoyez, vous ?* » Ils font ça pour sauver Arafat.

Tout à fait !

C. Cheysson : Mais, moi-même je pose comme condition à Arafat : « *Vous acceptez l'ouverture immédiate de négociation avec l'État israélien, dans des conditions de parfaite sécurité pour Israël.* » Et nous avons cet engagement d'Arafat avant que notre premier soldat débarque effectivement. Ça n'a pas été connu dans des termes aussi clairs, mais c'est confirmé par ce qui est connu, c'est que c'est le moment où nous déposons, avec les Égyptiens, un projet de résolution au Conseil de sécurité qui propose l'ouverture immédiate d'une négociation entre l'OLP et Israël, ce que sera la future négociation d'Oslo²⁶. Bon pour vous ? Et ce que nous ne disons pas dans la résolution, mais ce que nous avons obtenu d'Arafat, et c'était la condition pour que nous le sauvions. C'est que, non seulement, il accepte cette négociation, ce qui veut dire reconnaissance du Golan, etc., mais qu'il accepte (et ceci n'a jamais été publié) que les forces palestiniennes du Liban soient groupées dans une zone dont on fait le pourtour sur la carte, qui sera placée sous le contrôle des Nations Unies et qui échappera au commandement de l'OLP, pendant la durée de la négociation. Nous

²⁵ **Ronald Wilson Reagan**, né le 6 février 1911 à Tampico (Illinois) et mort le 5 juin 2004 à Los Angeles (Californie), est un acteur et homme d'État américain. Membre du Parti républicain, il est le 40^e président des États-Unis, en fonction du 20 janvier 1981 au 20 janvier 1989.

²⁶ **Les accords d'Oslo** sont le résultat d'un ensemble de discussions menées en secret entre des négociateurs israéliens et palestiniens à Oslo en Norvège, pour poser les premiers jalons d'une résolution du conflit israélo-palestinien. La *Déclaration de principes*, signée à Washington le 13 septembre 1993 par Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, et Bill Clinton, président des États-Unis, instaure un mode de négociations pour régler le problème et pose une base pour une autonomie palestinienne temporaire de 5 ans pour progresser vers la paix. Les deux parties se donnent pour objectif « notamment d'établir une autorité intérimaire autonome, le « Conseil élu pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans, en vue d'un règlement permanent fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité ». La vive poignée de main entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin derrière la Maison-Blanche et devant le président Bill Clinton à la suite de la signature des *accords de Washington* fait renaître l'espoir de l'établissement d'une paix durable entre l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Le processus d'Oslo se concrétise le 4 mai 1994, avec l'accord Gaza-Jéricho qui investit la nouvelle Autorité nationale palestinienne de pouvoirs limités. L'accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza ou « Accord de Taba », qui est signé à Washington le 28 septembre 1995, prévoit en outre les premières élections du Conseil législatif palestinien et un découpage négocié des territoires palestiniens en trois zones où les contrôles israélien et palestinien s'appliquent de façon différente, dans l'attente de l'aboutissement des négociations toujours en cours. Cette tentative de processus de paix israélo-palestinien, largement soutenue par la communauté internationale, est mise en difficulté à la suite de l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995 par un étudiant israélien d'extrême droite. Les positions de part et d'autre se durcissent alors entre 1996 et 1999 lorsque sont abordés les thèmes cruciaux du statut de Jérusalem, du problème des réfugiés palestiniens et de la lutte contre le terrorisme. Les positions les plus extrêmes s'expriment dans les années qui suivent lors de la multiplication des attentats menés par les mouvements palestiniens du Hamas et du Jihad islamique. Le processus d'Oslo ne put être relancé après 2000, au déclenchement de la seconde Intifada. Les négociations en vue des accords d'Oslo sont menées en parallèle de celles publiques consécutives à la conférence de Madrid de 1991.

imposons donc Arafat pour le sauver jusqu'au vote en Irlande. On sauve quand même Arafat, mais cette possibilité d'ouverture de la négociation, du désarmement de l'OLP pendant toute la durée de la négociation, déjà, et si vous dites que cette opération qui a été considérée comme une opération uniquement favorable à l'OLP, elle l'a été dans la mesure où on a sauvé physiquement Bégin, parmi Arafat, c'était en réalité une opération qui désarmait également, qui sauve Arafat, qui désarmait l'OLP et qui permettait l'ouverture de la négociation que l'on connaîtra des années plus tard. Vous voyez bien le raisonnement. C'est le 15 juin 1982.

Oui c'est cela. C'est Francis Gutmann²⁷ qui rencontre en second, Arafat.

C. Cheysson : Alors, donc les priorités, elles se sont établies, la nature des choses les établit. Il se trouve que ce sont des sujets dont on a parlé à l'avance, sauf l'histoire de l'Amérique centrale et autres qui arrive par hasard, sur lesquels on embraye aussitôt. Une fois que ça fascine le président, là, je reconnais que ma responsabilité est vraiment plus grande que normale, mais dans la mesure où il y a protestation américaine, dans la mesure où l'on obtient de la Communauté européenne²⁸ qu'elle embraye là-dessus et qu'elle propose un accord global entre l'Amérique centrale et l'Europe, ça devient un élément de notre politique. Ça, c'est un peu le hasard.

Je voulais, à propos du Liban et de l'assassinat de Louis Delamare²⁹ vous disiez que ce sont les Syriens qui l'ont assassiné. Est-ce qu'on en a eu des preuves ? Parce qu'une autre hypothèse avait été formulée, celle des Iraniens qui auraient souhaité enlever Louis Delamare pour l'échanger contre Bani Sadr³⁰. Est-ce qu'on a des preuves formelles que l'intervention syrienne soit dans son exécution ?

²⁷ **Francis Gutmann (4 octobre 1930 - 25 juin 2020)** est un ancien chef d'entreprise et diplomate français.

²⁸ **La Communauté économique européenne (CEE)** est une ancienne organisation supranationale créée en 1957 pour mener une intégration économique (dont le marché commun) entre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Elle connaît des élargissements pour inclure douze États (soit six de plus). À partir de 1967, les institutions de la Communauté économique européenne dirigeaient la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (désignées alors Communautés européennes). Quand l'Union européenne est créée le 1^{er} novembre 1993, la CEE devient la Communauté européenne (CE), un des trois piliers de l'Union européenne. Avec la fin de la structure en piliers en 2007, les institutions de la CEE perdurent en tant qu'institutions de l'Union. Elle connaît des élargissements pour inclure douze États (soit six de plus). À partir de 1967, les institutions de la Communauté économique européenne dirigeaient la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (désignées alors Communautés européennes). Quand l'Union européenne est créée le 1^{er} novembre 1993, la CEE devient la Communauté européenne (CE), un des trois piliers de l'Union européenne. Avec la fin de la structure en piliers en 2007, les institutions de la CEE perdurent en tant qu'institutions de l'Union.

²⁹ **Louis Delamare**, né le 12 novembre 1921 à Trouville-sur-Mer et assassiné le 4 septembre 1981 à Beyrouth par un commando de miliciens à la solde de services syriens, est un diplomate français. En août 1979, il est nommé ambassadeur de France au Liban et réside à Beyrouth lorsqu'il est assassiné le 4 septembre 1981, dans sa Peugeot 604, arrêtée à un barrage sur la route conduisant à sa résidence dans la partie ouest de la ville. L'assassinat a lieu dans la capitale libanaise sous les yeux des soldats syriens, qui n'interviennent pas et laissent repartir les tueurs à moto. Ceux-ci sont assez vite identifiés comme des membres des Chevaliers rouges, une milice mise en place par Rifaat el-Assad, le très influent frère du président syrien, pour intervenir au Liban. Les notes internes de la DGSE concluent que la Syrie a commandité l'attentat dans le but de punir la France pour ses efforts diplomatiques visant à résoudre pacifiquement la guerre civile du Liban.

³⁰ **Abolhassan Bani Sadr**, né le 22 mars 1933 à Hamadan (Iran) et mort le 9 octobre 2021 à Paris, est un homme d'État iranien, président de la république islamique d'Iran de février 1980 à juin 1981. Après l'abolition de l'État impérial d'Iran de la

C. Cheysson : Je ne crois pas nos services soient jamais arrivés à une preuve flagrante, mais les indices vont tous dans ce sens-là. D'autre part, c'est quand même très raisonnable, c'est rationnel et, évidemment, c'est pour moi une question assez pénible car cela me donne indirectement une responsabilité dans ce cas-là. Louis a été assassiné six jours après ma visite à Beyrouth. Et les Syriens, par la suite, m'ont beaucoup reproché cette visite à Beyrouth. Ils m'ont toujours beaucoup reproché la suite, et ce n'est pas lié à l'assassinat de Delamare, mais c'est bien le contexte. Nous avons donc sorti Arafat ultérieurement de Tripoli par des missions acrobatiques, dans une opération tordue comme il n'est pas possible. Trois mois après, j'étais à Damas, j'ai rencontré, comme d'habitude, longuement Hafez el-Assad³¹, mais en sortant de là, Khaddam³² m'a pris à part et m'a dit : « *Claude, il faut que tu saches quelque chose. C'est que nous ne te pardonnerons jamais ce que vous avez fait à Tripoli. Comme vous, je resterai silencieux. Et, puis, Quand tu dis, nous, tu veux dire les Israéliens et vous ? Nous le tenions et tu l'as fait sortir.* » Bon, alors, pourquoi on met cela en rapport avec Delamare, ce n'est pas le même sujet, mais les Syriens, et nous le savions, ont toujours été tellement opposés à Arafat, pour des raisons fondamentales qu'alors, moi, je connaissais bien avant 1980. J'ai beaucoup tourné dans tous cela, Hafez el-Assad est un jeune qui parle beaucoup. Un jour, il avait dit devant moi : « *Il y a des réalités qui s'imposent, il faudra bien que votre ami Abou Ammar³³ comprenne que les Palestiniens ont toutes les chances, s'ils ne sont pas Syriens.* » La fois suivante, ou un peu plus tard, Hafez el-Assad dit : « *Mais qu'est-ce que vous voulez dire ? Les Omeyyades³⁴ ? Vous me dites que c'est intéressant, vous vous référez aux Omeyyades ? Non, il n'est pas question d'aller aussi loin. L'histoire vous a appris, je constate, qu'en effet le monde arabe ne connaîtra la paix et le développement que le jour où il y aura une entité, un empire dirigé de Damas. Pas de Bagdad !* »

dynastie Pahlavi, il est ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire de l'Iran (1979-1980). Candidat indépendant à l'élection présidentielle de 1980, il est élu président de la République islamique avec 76,5 % des suffrages exprimés. Il est destitué l'année suivante par le Parlement. Il vit par la suite en exil en France, où il participe à la fondation du Conseil national de la résistance iranienne. Il se consacre alors à l'écriture et critique le régime iranien, en particulier le guide suprême Ali Khamenei.

³¹ **Hafez el-Assad**, né le 6 octobre 1930 à Qardaha et mort le 10 juin 2000 à Damas, est un militaire et homme d'État syrien, président de la République arabe syrienne de 1971 à 2000. Il a été Premier ministre de Syrie de 1970 à 1971, ainsi que secrétaire régional du commandement régional de la branche régionale syrienne du parti Baas et secrétaire général du commandement national du parti Baas de 1970 à 2000. Hafez el-Assad a été un participant clé au coup d'État syrien de 1963 qui a porté au pouvoir la branche régionale syrienne du parti Baas.

³² **Abdel Halim Khaddam**, né le 21 juin 1932 à Tartous (mandat français en Syrie et au Liban) et mort le 31 mars 2020 à Paris, est un homme d'État syrien. Il a durant près de trois décennies servi la famille Assad, notamment en étant au poste de vice-président de la Syrie. À ce titre, il a été brièvement président de la Syrie par intérim du 10 juin au 17 juillet 2000 lors de la succession entre Hafez el-Assad et son fils Bachar El-Assad.

³³ **Abou Ammar** est le nom de guerre de Yasser Arafat.

³⁴ Les **Omeyyades**, ou **Umayyades** sont une dynastie arabe qui gouverne le monde musulman de 661 à 750 puis Al-Andalus de 756 à 1031. Ils tiennent leur nom de leur ancêtre Umayya ibn Abd Shams, grand-oncle du prophète Mahomet. Ils font partie des clans les plus puissants de la tribu de Quraych, qui domine La Mecque. En 683, le Califat passe aux mains de la branche marwanide des Omeyyades. Les Marwanides étendent les frontières du Califat de l'Indus jusqu'au-delà des Pyrénées, en Septimanie (Gaule), entrant en guerre à plusieurs reprises notamment avec l'Empire byzantin et l'Empire khazar, et faisant disparaître le Royaume wisigoth. Néanmoins, l'étendue du Califat le fragilise et un mouvement assez hétéroclite, dirigé par les Abbassides, finit par faire chuter et remplacer le Califat omeyyade en 750. La plupart des membres de la dynastie sont tués, mais l'un des survivants, 'Abd ar-Rahmān ibn Mu'āwiyah, réussit à fuir en Al-Andalus et fonde un nouvel État à Cordoue, cinq ans plus tard. Les Omeyyades de Cordoue prospèrent pendant près de deux siècles et, en 929, l'émir Abd al-Rahman III se proclame calife, rejetant ainsi l'autorité spirituelle du Califat abbasside. Cet âge d'or est plutôt bref et une guerre civile finit par faire chuter la dynastie en 1031 et morceler Al-Andalus en une multitude de taïfas. Les Omeyyades, en général, souffrent d'une mauvaise réputation dans l'historiographie musulmane. Leurs adversaires leur reprochent essentiellement d'avoir transformé le califat d'une institution religieuse en une institution dynastique et héréditaire, mais aussi d'avoir versé le sang de la famille de Mahomet.

Oui, c'est ça, le Damas.

C. Cheysson : Les Palestiniens n'ont aucun avenir dans le cas de l'Europe. Cela pour Hafez el-Assad, c'est un acte de foi. Alors, vous voyez, il traduit bien d'autres manières, le soutien au FPLP³⁵, au FDLP³⁶, le jeu de Diaboulov³⁷. Il y a beaucoup d'offres, il y a *Farm Academy*³⁸, etc. Alors, voir les Français contribuer à ce que Giscard avait fait déclarer par la Communauté, pour que l'OLP soit le moyen d'expression du peuple palestinien, pour les Syriens, ce n'est pas acceptable. Les Syriens ont toujours été à notre égard très critiques sur la protection de l'amour du Liban, que le Liban est une partie de la Syrie, mais encore plus critiques sur le fait que nous imaginions qu'il puisse y avoir une Palestine.

Critiques pour notre soutien à l'Irak aussi ?

C. Cheysson : Moins.

Ah, moins !

C. Cheysson : Moins. Non, mais pour eux, toujours pour Hafez el-Assad. C'est intéressant... C'est une tête politique, il n'y en a pas beaucoup de têtes politiques. Je dis toujours que dans le monde arabe, en Méditerranée, il y a deux têtes politiques, ils sont deux maquereaux, qui sont Hassan II³⁹ et Hafez el-Assad, ils ont été politiques. Et il faut entendre, vous, professeurs d'histoire, parce que ça vous intéresserait. Il faut entendre Hafez el-Assad raconter le jeu anglais et comment la carte du Proche et Moyen-Orient telle que faite par les Anglais, après la Première Guerre mondiale, elle est responsable de tout. Elle va à l'encontre d'un certain nombre de vérités et d'évidences, évitant avec soin qu'il y ait un Kurdistan, divisant ce monde à leur manière, évitant surtout qu'il y ait une grande Syrie. Et Hafez el-Assad me disant à moi : *« La plupart des professeurs d'histoire vous diront que les Anglais ont fait ça pour gêner les Français, ce n'est pas du tout ça. Ils savent que l'avenir d'une arabité, de*

³⁵ Le **Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)** est un mouvement palestinien fondé en 1967, connu pour sa ligne dure et son opposition aux accords d'Oslo, prônant un État unique pour Palestiniens et Israéliens. Classé comme organisation terroriste en Occident, il reste un acteur significatif dans le conflit israélo-palestinien.

³⁶ Le **Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP)** est un parti politique et un mouvement armé palestinien d'orientation nationaliste et laïc avec des influences maoïstes. Le nom actuel date de 1974, auparavant, l'organisation s'appelait Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (*FDPLP*). Il est fondé en 1968 par Nayef Hawatmeh, se séparant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Il maintient une aile paramilitaire appelée les Brigades de résistance nationale. L'objectif déclaré du FDLP est de « créer une Palestine démocratique et populaire, où les Arabes et les Juifs vivraient sans discrimination, un État sans classes ni oppression nationale, un État qui permette aux Arabes et aux Juifs de développer leur culture nationale. »

³⁷ Orthographe incertaine

³⁸ Orthographe incertaine

³⁹ **Hassan II**, né le 9 juillet 1929 à Rabat et mort le 23 juillet 1999 dans la même ville, est roi du Maroc du 26 février 1961 à sa mort. Après son père Mohammed V, Hassan II est le vingt-et-unième monarque de la dynastie alaouite, qui règne sur le Maroc depuis le milieu du XVII^e siècle, et le deuxième qui ait porté le titre de roi (*malik*), au lieu de celui de sultan. Il est l'un des pères fondateurs de l'Union africaine et de l'Union du Maghreb. Il est enterré au mausolée Mohammed V de Rabat, où reposent son père et son frère Moulay Abdellah. Son fils Sidi Mohammed lui a succédé sous le nom de Mohammed VI. Son règne fut marqué par des pratiques autoritaires et dictatoriales, un absolutisme total, et des violations des droits de l'homme, en particulier pendant les années de plomb. Une commission fut créée après sa mort, pour enquêter sur les faits, et dédommager les victimes.

l'existence, plus qu'une grande Syrie, d'un ensemble arabe. Alors, se présenteront les Irakiens, c'est pas grand-chose. Les héritiers du Baas⁴⁰, c'est nous. C'est nous et nous avons cette capacité. Nous avons les conditions prévues par Michel Aflak⁴¹, chrétiens, musulmans, c'est nous. Les Palestiniens ont un important rôle à jouer, ils sont les plus avancés. C'est là que le sécularisme est le plus avancé, et c'est vrai que... La paix séculière, si on retirait Gaza, l'équilibre entre chrétiens et musulmans est tout à fait remarquable sur la rive occidentale du Jourdain. » C'est vrai, c'est vrai.

Tu vois, ça, Hafez el-Assad qui parle.

C. Cheysson : Alors l'Égypte, les Égyptiens, ils poussent vraiment le désert.

Ah, c'est terrible ! Voilà la vision historique de Hafez el-Assad.

C. Cheysson : Il n'est pas du tout question que je détourne la conversation, nous sommes en plein dans le sujet.

Non, non, non, on s'en plaint dans le discours.

C. Cheysson : Mais qui s'exprimait devant vous. Bien que ça passe, c'est la même chose, c'est l'étranger, quand même. Bien sûr !

Il s'exprimait donc très librement devant vous. Il a fait ça ?

⁴⁰ Le **Parti Baas** (ou **Ba'ath** ou **Ba'as** ou **Parti Baas arabe socialiste**) originel est créé en 1947 à Damas et a pour but l'unification des différents États arabes en une seule et grande nation. Le mot arabe بعث signifie en français « résurrection » ou « renaissance ». Après de nombreux événements (dont la scission du parti en deux et l'exil de ses fondateurs), le Baas arriva au pouvoir en Syrie (1963-1966 puis de 1970 jusqu'à nos jours) et en Irak (1963, chassé la même année puis de 1968 à 2003). Cependant, l'idéologie originelle n'est plus qu'un lointain souvenir pour ces deux branches du Baas. La doctrine baassiste combine le socialisme arabe et le nationalisme panarabe. La laïcité est un autre pilier du Baas : Michel Aflak reconnaît la place prépondérante de l'islam dans l'essor de la nation arabe, mais pense que seul un État laïc permettra de regrouper toutes les composantes d'une nation arabe très divisée sur le plan confessionnel. La devise du parti *Wahdah, Hurriyah, Ishtirakiyah* signifie « Unité, Liberté, Socialisme ». Unité se rapporte à l'unité panarabe, Liberté souligne la liberté vis-à-vis des intérêts occidentaux en particulier, et Socialisme fait référence spécifiquement au socialisme arabe opposé au marxisme et se fondant sur la personne (et non les classes).

⁴¹ **Michel Aflak** né le 19 janvier 1912 à Damas (selon les coutumes de l'époque, son âge a été vieilli de 2 ans, raison pour laquelle la date (1910) figure souvent, mais à tort, comme étant sa date de naissance) et mort le 23 juin 1989 à Paris, est un homme politique, écrivain, et historien syrien. En 1940, Aflak et Salah Eddine Bitar fondent le Mouvement arabe Ihya (qui se rebaptise plus tard Mouvement Baas arabe, en prenant le même nom que le groupe de Zaki al-Arsouzi). Le mouvement s'avère un succès et, en 1947, le mouvement Baas arabe fusionne avec l'organisation Baas arabe d'al-Arsouzi pour créer le Parti socialiste de la résurrection arabe ou parti Baas, un parti nationaliste arabe prônant le panarabisme. À la tête du parti, Aflak et Bitar posent les bases idéologiques du nationalisme et du socialisme arabe. Zaki al-Arsouzi inspire également le Parti Baas mais n'y participe pas directement. En 1966, après la prise de pouvoir des militaires sur le Baas, il est contraint avec les autres cadres du parti à l'exil. Au lendemain de la scission du parti Baas originel en 1966, le parti Baas syrien dominé par les militaires de Salah Jedid et d'Hafez el-Assad qui se réfèrent à Zaki al-Arsouzi, ont accusé Aflak d'avoir volé les idées d'al-Arsouzi, le traitant de voleur. Après le Coup d'état d'Assad qui renversa Jedid, le régime d'Assad l'a condamné à mort par contumace en 1971. Le parti Baas irakien rejette cette affirmation et ne croit pas qu'al-Arsouzi ait contribué à la pensée baassiste. Il termine sa vie en Irak où il obtient le poste honorifique de Secrétaire général du comité panarabe du Baas.

C. Cheysson : Ah, oui, mais pas seulement devant moi. Il fait ça volontiers. Je suis allé le voir une dernière fois à la tête d'une délégation de parlementaires européens, à qui il racontait tout ça. On était estomaqué. Estomaqué, parce qu'il parle avec un... De ce jour-là, il leur disait : « *Bon, je profite que M. Cheysson est avec vous, pour dire qu'il va parfois voir Saddam Hussein*⁴². *C'est rien du tout ça, M. Cheysson. Saddam Hussein, c'est quelqu'un qui n'a pas compris que l'histoire, ça compte. Quand on est dans les courants de l'histoire, il suffit de laisser les choses se faire. Prenez mon cas.* » Et, là, il reprenait l'histoire des Palestiniens. Puis, il continuait en disant : « *Après la guerre, quand les Anglais ont refait la carte* [il n'a pas repris tous les détails sur la carte, mais il fait allusion à cela] *qu'ils ont créée avec ce Monsieur Picot*⁴³, *je crois, ils ont créé cette... Comment vous appelez ça ? Transjordanie ? C'est ridicule enfin ! Qu'est-ce que c'est la Transjordanie ? Bon, quand je suis arrivé au pouvoir, j'aurais pu dénoncer la Transjordanie. Ça n'existe pas. Le Liban, c'est chez nous. Les Français ont voulu le Liban pour protéger les chrétiens, mais je suis bien mieux capable qu'eux de protéger les chrétiens, surtout quand l'unité avec la Palestine sera*

⁴² **Saddam Hussein Al-Majid**, communément appelé **Saddam Hussein**, est un homme d'État irakien, présumément né le 28 avril 1937 à Al-Awja, près de Tikrit, et exécuté par pendaison le 30 décembre 2006 à Bagdad. Cinquième président de la république d'Irak, il occupe ce poste du 16 juillet 1979 au 9 avril 2003. Membre dirigeant du parti Baas arabe socialiste, il conserve sa position d'influence lors de la scission du parti et dirige la branche régionale irakienne de l'organisation. Dévoué à l'idéologie baassiste, qui combine socialisme arabe et nationalisme panarabe, Saddam Hussein joue un rôle déterminant lors du coup d'État du 17 juillet 1968 qui porte le parti Baas au pouvoir en Irak. Sa position de chef de l'État irakien et du Parti Baas irakien a fait de lui le chef de la faction pro-irakienne du parti Baas. Son idéologie a parfois été appelée le saddamisme qui est une variante de droite du baasisme. En tant que vice-président du pays dirigé par le vieillissant général Ahmed Hassan al-Bakr, Saddam Hussein tire profit de l'instabilité politique qui règne en Irak, du fait de l'existence de nombreux groupes armés capables de renverser le gouvernement en place, et forme des forces de sécurité qui lui permettent de contrôler les rapports entre gouvernement et forces armées du pays. Il est également l'initiateur de nombreuses réformes économiques qui améliorent considérablement le niveau de vie moyen, notamment sa nationalisation du pétrole et de diverses autres industries au début des années 1970. Au cours des années 1970, Saddam consolide son autorité sur les appareils gouvernementaux grâce à l'industrie pétrolière florissante qui permet à l'économie irakienne de croître de manière stable pendant cette période. Les positions d'influence sous l'administration de Saddam Hussein sont principalement occupées par des personnes de confession sunnite alors qu'elles ne représentent qu'une minorité de la population irakienne. Bien que Saddam ait été le dirigeant *de facto* de l'Irak pendant la décennie précédente, il n'accède officiellement au poste de président du pays qu'en 1979. Sa répression sévère de plusieurs mouvements de contestation révolutionnaires et séparatistes à la fois chiites et kurdes lui permet de se maintenir en tant qu'homme fort du pays. De 1980 à 1988, l'Irak connaît huit ans de guerre avec l'Iran. En 1990, il envahit le Koweït, déclenchant la guerre du Golfe. Ce conflit s'achève par une défaite pour l'Irak, qui doit évacuer le pays début 1991 et demeure ensuite isolé sur le plan international ; Saddam Hussein parvient cependant à se maintenir au pouvoir. En 2003, une coalition d'États menée par les États-Unis et le Royaume-Uni envahit l'Irak pour renverser Saddam, alors accusé par les Américains (déclaration de Colin Powell le 5 février 2003) de détenir des armes de destruction massive et d'entretenir des relations étroites avec des organisations terroristes telles qu'al-Qaïda ; ces allégations se révéleront toutefois mensongères. Après son renversement, le Parti Baas irakien est aboli et des élections démocratiques sont organisées par le gouvernement de transition irakien. Il est ensuite capturé, après huit mois de fuite, par les troupes américaines le 13 décembre 2003 et comparaît devant la justice irakienne, faisant alors face à de multiples chefs d'accusation allant jusqu'au crime contre l'humanité. Le 5 novembre 2006, il est jugé coupable du massacre de 148 chiites irakiens à Doujaïl en 1982 et est condamné à mort. Saddam Hussein sera finalement exécuté par pendaison le 30 décembre 2006. La brutalité de sa dictature demeure largement condamnée : outre ses multiples violations des droits de l'homme, divers gouvernements et ONG ont dénoncé ses actions en matière de crimes de guerre, meurtres, crimes contre l'humanité et génocide. Certains secteurs d'opinion dans le monde arabe continuent cependant de le considérer comme un héros pour sa farouche opposition aux États-Unis et à Israël, ainsi que son rôle déterminant dans le développement économique de l'Irak. Le gouvernement de Saddam a été décrit par plusieurs analystes comme autoritaire et totalitaire, et par certains comme fasciste, bien que l'applicabilité de ces qualificatifs ait été contestée. Depuis le renversement de Saddam Hussein, l'Irak demeure en proie à une grande instabilité.

<https://www.universalis-edu.com/encyclopedie/saddam-hussein/>

⁴³ **François Marie Denis Picot**, devenu en 1910 **Georges-Picot**, est un diplomate et homme politique français né le 21 décembre 1870 à Paris où il est mort le 20 juin 1951. Il est connu pour avoir été l'un des négociateurs français des accords Sykes-Picot, prévoyant le découpage du Proche-Orient à la fin de la première guerre mondiale. Il est le fils de l'historien Georges Picot et le grand-oncle d'Olga Georges-Picot et de Valéry Giscard d'Estaing.

https://shs.cairn.info/une-ligne-dans-le-sable--9782262064990-page-33?utm_source=qwant&utm_medium=referral&utm_campaign=ai_chat

rétablie. Vous voyez comme cela a été fait en Palestine. Les Français ont voulu protéger le Liban. Tout cela, je pourrais le dire. Je le dis devant vous, parlementaires européens, mais je ne le dis pas publiquement. Regardez, je ne vous l'ai pas dit. Dès maintenant, je contrôle les deux tiers du Liban. Tout le monde est d'accord. Le troisième tiers, avant ma mort, ce sera fait. » Cela remonte à trois ans.

Je ne détourne pas la conversation. Tout ça est présent à l'arrière-plan, tout ça intéressait beaucoup François Mitterrand, avant que je sois son ministre, pendant que j'étais son ministre. Et, donc, sa volonté d'obtenir qu'Israël puisse vivre dans la paix, dans la sécurité, etc., appuyée par ses propres raisonnements et par beaucoup de choses qu'il a entendues, d'autres que moi, et par ce que je lui disais, faisait qu'il fallait préparer l'affaire palestinienne dans des conditions telles que la terre d'Israël soit assurée, mais cela n'a pas cessé d'être en jeu.

Et d'apporter à l'Irak, l'inscrire dans un contexte d'équilibre de la région...

C. Cheysson : Alors, ceux-là se sont inscrits. Ça, je vous l'ai déjà raconté, donc, je n'ai pas besoin d'y revenir longuement, dans un cadre d'un équilibre tout à fait différent. Je dois dire que moi, avant d'arriver au Quai d'Orsay, je n'avais pas de position sur l'Irak, et que là, je vous l'ai déjà dit, je crois, si je ne voulais pas dire, alors vous me faites raconter. On a dû en parler au déjeuner, mais je ne pense pas. Oui, presque aussitôt après mon arrivée, donc encore au mois de mai, j'ai eu ce message de Sadate⁴⁴ : « *Je ne peux pas reprendre mon histoire, maintenant, mais passez me voir au plus tôt.* ». Et j'ai donc vu Sadate, je pense, au mois de juillet ou quelque chose comme ça. C'était deux mois avant son assassinat et c'est là que Sadate m'a dit : « *Dites au Président Mitterrand qu'il faut absolument que vous évitiez une victoire militaire brillante des Iraniens. Si les Perses ont une victoire brillante, ils iront jusqu'à Alexandrie. Je vous avais raconté ça avec ce mot curieux d'Alexandrie. L'histoire l'a montré. Quand l'équilibre entre les Ottomans, les Perses et les Mésopotamiens est rompu, alors, Saddam Hussein, moi, je n'ai pas de sympathie pour lui. Mais il ne faut pas que les Iraniens aient une victoire militaire. Donc, je vous demande de continuer à soutenir l'Irak.* » Et c'est au cours de ce même entretien que, après notre conversation avec l'équipe, il dit : « *Écoutez, je vais demander à tous mes frères chefs d'État de saisir personnellement le président Mitterrand.* » Le président Mitterrand a eu dans les deux mois suivants, des coups de téléphone de tous, à la seule exception de Hafez el-Assad, tous, le roi du Maroc, le sultan d'Oman, le roi d'Arabie saoudite demandant le soutien de l'Irak. Mais c'est donc heureusement, qui n'est pas lié au reste et à priori, je vais le dire, François Mitterrand n'avait aucune envie de continuer d'autant plus que c'était un but militaire et qu'il n'aime même pas ce mode d'action. Et, moi, je n'avais pas de position. On dira ce qu'on dira, sur l'Irak et tout l'Iran, je n'avais pas de position. En plus, c'était dangereux, parce qu'avec des fournitures d'armes, nous risquions de paraître pour cause belligérants

⁴⁴ **Anouar el-Sadate**, transcrit également 'Anwar as-Sādāt, nom complet **Mohamed Anouar el-Sadate** est un homme d'État égyptien, né le 25 décembre 1918 à Mit Abou al-Koum et assassiné le 6 octobre 1981 au Caire. Président de l'Assemblée nationale, vice-président de la République du général Gamal Abdel Nasser, il exerce les fonctions de président de la République de 1970 jusqu'à son assassinat, en 1981. Il occupe également le poste de président du Conseil par deux fois durant sa présidence. Son régime se caractérise par des pratiques autocratiques, telles que des rafles de centaines d'opposants et des persécutions contre la presse. Il est toutefois admiré par plusieurs pour sa visite surprise en Israël en novembre 1977, et sa décision de faire la paix avec ce pays. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1978, conjointement avec le Premier ministre israélien Menahem Begin pour son rôle dans les accords de Camp David.

L'affaire des Super étendard⁴⁵, par exemple, a posé un problème et vous y étiez opposé, je crois.

C. Cheysson : Alors, là-dessus s'est greffée juste à ce moment-là, l'histoire du centre de Tamuz. François Mitterrand me rappelle des premières questions qu'il m'a posées : « *Est-ce que vraiment il y a des recherches gazeuses à Tamuz ? Est-ce que je les animais ou pas ?* » Moi, j'en ignorais tout. On a interrogé les services français et ils ont juré croix de fer, croix de bois, que rien. Donc, nous avons donné l'assurance aux Israéliens, que rien. Les Irakiens nous ont demandé de poursuivre notre coopération et nous sommes allés très loin puisque nous avons dit aux Israéliens : « *Nous regardons la demande iraquienne mais en tout cas, avant de la satisfaire, nous vous consulterons, s'il n'a pas été communiqué.* » 48 heures plus tard, ils ne vont pas au centre de Tamuz. C'est là que, au moment de l'échange de grammes, je n'ai plus qu'à être des deux. On s'est dit, ils sont terribles. Alors, on va fixer ma visite le plus tôt possible parce qu'ils vont continuer à faire ça. Donc, nous, nous avons eu vraiment la conviction qu'il n'y avait pas de préparation nucléaire militaire à Tamuz. Rétrospectivement, je pense que c'était comme ça. Mais, bien entendu, un progrès nucléaire, mettaient alors leurs savants en position de savoir fabriquer un engin nucléaire. Mais vous savez très bien, il y a quelques milliers d'étudiants dans le monde qui savent comment fabriquer un engin nucléaire. Cela ne veut pas dire qu'ils sont capables de le faire. Enfin, peut-être étaient-ils allés plus loin, nous avaient-ils trompés sur ce plan, etc. d'accord ? En tous cas, on n'aimait pas beaucoup cette histoire-là.

Quant au soutien à l'armement, je vous explique comment il a été consenti, et je reprends ce que je vous ai dit la dernière fois. Nous étions quand même très hésitants là-dessus, au point où nous avons dit : « *Mais on ne veut pas perdre d'argent.* » Et c'est là que le Koweït et l'Arabie saoudite ont dit : « *Mais c'est nous qui payons.* » Vous voyez donc qu'en fait, les livraisons qui ont été faites à cette époque, ont été payées cash par l'Arabie saoudite et le Koweït. D'où la dette de l'Irak vers ces pays. C'est lui qui s'est payé une partie de la dette.

Et vous avez prêté aussi cinq ou six Super Étendard aux Forces irakiennes.

C. Cheysson : C'est un record aux Forces irakiennes.

Oui, c'était l'affaire d'une opération éclair en octobre 1983.

C. Cheysson : Alors, ça, je ne me rappelle plus exactement comment c'est passé cette affaire, et je regrette de ne plus me rappeler, parce que je sais qu'il y a... Je sais qu'on vous interroge après et que vous dites oui. Un an après, vous dites : « *Oui, c'est vrai que nous avons accepté de livrer de s bombardiers, mais on nous les a rendus ensuite.* » Alors, ces bombardiers ont été prêtés aux Iraquiens qui ont survolé l'Iran et qui ont fait leur besogne. Puis, ensuite, les bombardiers ont été rapatriés. Alors, on avait peinturluré des... Attendez, si je me rappelle

⁴⁵ Entre 1983 et 1985, cinq avions **Super Étendard** furent loués par la France à la force aérienne irakienne alors en plein conflit avec l'Iran (opération Sugar) et malgré l'opposition des États-Unis et de l'Iran, mais avec le soutien de l'Arabie saoudite. L'Irak avait en effet acheté des missiles *Exocet* mais ne disposait pas encore des *Mirage F1* capables de les tirer. Un Super-Étendard a été perdu lors des opérations irakiennes, abattu en vol le 2 avril 1984 par un F-4E iranien.

bien, je ne suis pas très sûr. Ces chiffres, il faudrait demander à Francis Gutmann ou à d'autres. Ils ont passé une commande de Super Étendard et, en attendant la livraison, on leur a prêté des Super Étendard. En fait, ils avaient passé une commande de Mirage⁴⁶ par ailleurs.

Des Mirage ?

C. Cheysson : Des mirage. Ils n'étaient pas au point, ou du terrain. C'est ça.

On leur a prêté des avions qu'ils ont utilisés en opération ?

C. Cheysson : Les Iraquiens étant en mauvaise posture, sont venus demander qu'on avance les livraisons et qu'on leur prête des Super Étendard équipés de missiles *Exocet*.

Vous étiez très réticent, Charles Hernu⁴⁷ était très favorable, vous très hésitant parce que le prêt entraînait sur le plan international le statut de cobelligérance, vous avez monté une opération extrêmement complexe. Vous vendiez avec possibilité de racheter (rires) moyennant quoi nos avions sont allés bombarder tranquillement l'Iran pendant que vous (rires) et Saddam Hussein vous vous livriez à une campagne d'intoxication à travers les médias pour cacher toute l'opération. (rires)

C. Cheysson : Peut-être que pour le Proche-Orient, cela suffit.

Oui, je crois que ça suffit. Ce qu'il était peut-être intéressant de voir, dans un entretien que vous aviez accordé à la politique internationale en 1983, vous déterminez trois volets de politique extérieure : l'Alliance atlantique⁴⁸, la construction européenne et le tiers-monde. Le

⁴⁶ Le **Mirage 2000** est un avion de chasse conçu par la société française Dassault Aviation, à la fin des années 1970. Bien que la formule à ailes delta fasse penser au Mirage III des années 1960 et que le Mirage 2000 soit de taille comparable, il s'agit en fait d'un avion entièrement nouveau. Il dispose d'une surface alaire plus importante, naturellement instable afin d'améliorer sa manœuvrabilité, et il est équipé de commandes de vol électriques. Mis en service en 1984, le Mirage 2000 est principalement utilisé par l'Armée de l'air française qui en a reçu 315 exemplaires, tandis que 286 autres ont été exportés vers huit pays différents. La production du Mirage 2000 s'arrête en 2007 après 612 appareils produits.

⁴⁷ **Eugène Charles Hernu**, né le 3 juillet 1923 à Quimper et mort le 17 janvier 1990 à Bron, est un homme politique français. Député-maire PS de Villeurbanne, il devient ministre de la Défense sous la présidence de François Mitterrand jusqu'à sa démission en 1985 à la suite de l'affaire du *Rainbow Warrior*.

⁴⁸ L'**Organisation du traité de l'Atlantique nord** (*North Atlantic Treaty Organization*) est l'organisation politico-militaire mise en place par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord afin de pouvoir remplir leurs obligations de défense et de sécurité collectives. Elle est le plus souvent désignée par son acronyme **OTAN**, mais elle est aussi fréquemment nommée **Alliance atlantique** ou **Alliance nord-atlantique**, plus rarement **Alliance euro-atlantique** ou **Alliance transatlantique**, ou parfois, encore plus brièvement, **Alliance**. Le texte de ce traité, signé le 4 avril 1949, établit le Conseil de l'Atlantique nord (CAN), et met en place une alliance militaire défensive contre toute attaque armée contre l'un de ses membres en Europe, en Amérique du Nord ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer. Le choc provoqué par le déclenchement de la guerre de Corée conduit le CAN à décider fin 1950 la création d'une organisation militaire intégrée permanente, qui constitue encore actuellement la marque distinctive de l'OTAN et lui assure des capacités militaires qu'aucune autre alliance de défense ne possède. Sous le vocable OTAN, l'usage a prévalu d'englober l'alliance juridiquement conclue par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord, et l'organisation civile et militaire mise en place pour en rendre opérants les objectifs. La France toutefois a fait exception en décidant en 1966, tout en restant membre de l'Alliance atlantique, de quitter l'organisation militaire intégrée, dont elle est redevenue membre à part entière en 2009.

tiers-monde, nous en avons beaucoup parlé. Peut-être que nous pourrions parler de l'Alliance atlantique ? Seulement, comme c'est un vaste sujet, je me pose la question de savoir si on peut l'aborder dès maintenant ou si, alors, on aborderait ces questions avec l'ensemble des problèmes qui sont liés à la question de la France, les conventions de désarmement, la conférence de Stockholm⁴⁹. Je ne peux pas faire ça. Oui, où la France joue un rôle important, et c'est très intéressant d'avoir....

C. Cheysson : L'Alliance atlantique, ce que je vais dire, nous n'irons pas plus loin. On aura les conséquences de ce que je vais dire. L'Alliance atlantique, la position que le Président a approuvée, qui est restée la mienne intégralement, est, je peux la résumer très facilement, exactement la position du général de Gaulle. L'Alliance atlantique, oui, pour ce pourquoi elle a été faite. N'accepter en aucun cas un élargissement du champ de compétence de l'Alliance atlantique, ni fonctionnellement, ni géographiquement. D'où, à chaque réunion du Conseil atlantique⁵⁰, pratiquement dans toutes les activités de l'Alliance, un conflit permanent, qu'a d'ailleurs connu mes prédécesseurs, et auquel mes successeurs actuels sont entrain de céder, avec les Américains qui essayent d'étendre. Fonctionnellement, la menace à la sécurité n'est pas de nature seulement militaire. Terrorisme, intégration des services spéciaux, moyens d'observation, etc. Géographiquement, nous disions l'Atlantique, l'Europe continentale, et la bordure méditerranéenne.

Et à chaque fois, il y avait la même...

C. Cheysson : Le même conflit avec les Américains, auquel nous avons maintenant cédé, puisque nous acceptons que l'on fasse appel à l'OTAN pour des interventions décidées par les Nations Unies ou théoriquement coiffées par l'UEO⁵¹, donc en dehors du champ de

⁴⁹ La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, aussi appelée **Conférence de Stockholm**, s'est tenue du 5 au 16 juin 1972 en Suède, marquant la première grande réunion internationale dédiée à l'environnement et au développement durable.

⁵⁰ L'**Atlantic Council** est un groupe de réflexion américain spécialisé dans les affaires internationales et partisan de l'atlantisme. Fondé en 1961 par Christian Herter et William L. Clayton, il gère seize centres régionaux et des programmes fonctionnels liés à la sécurité internationale et à la prospérité économique mondiale. Son siège se trouve à Washington, D.C., et il est membre de l'Association du Traité de l'Atlantique. L'Atlantic Council a été fondé avec pour mission déclarée d'encourager la poursuite de la coopération entre l'Amérique du Nord et l'Europe, amorcée après la Seconde Guerre mondiale. Durant ses premières années, son activité consistait principalement à publier des documents de politique générale et à sonder les Européens et les Américains sur leur perception de la coopération transatlantique et internationale. À cette époque, son principal axe de travail était consacré aux questions économiques, notamment la promotion du libre-échange entre les deux continents, et dans une moindre mesure avec le reste du monde. Mais il s'est également intéressé aux questions politiques et environnementales. Bien que l'Atlantic Council ait publié des documents de politique générale et des monographies, Melvin Small, de l'université Wayne State, a écrit que, surtout à ses débuts, la véritable force du Conseil résidait dans ses liens avec des décideurs influents. Le Conseil s'est rapidement positionné comme un « centre de rencontres informelles » pour les dirigeants des deux côtés de l'Atlantique, ses membres s'efforçant de développer des « réseaux de communication continue ».

⁵¹ L'**Union de l'Europe occidentale (UEO : Western European Union, WEU ; Westeuropäische Union, WEU)** fut une organisation européenne de défense et de coopération, fondée par le traité de Bruxelles modifié dans le cadre plus général des accords de Paris du 23 octobre 1954. Ses membres étaient des États d'Europe occidentale du bloc de l'Ouest, qui furent aussi membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ainsi que de la Communauté économique européenne puis de l'Union européenne. Initialement, l'UEO fut fondée par six pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) et le Royaume-Uni. L'UEO n'eut dans les faits qu'un rôle limité, tant les Européens de l'ouest donnaient la primauté à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord pour leur défense collective. Toutefois, à partir de 1984 et surtout durant les années 1990, les États membres choisirent l'UEO comme support d'une politique européenne de défense. Mais en 2001, le traité de Nice introduisit avec l'Union européenne une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui reprenait alors la plupart des activités dévolues jusque-là à l'UEO. Cette même PESD fut remplacée en 2007 à la suite du traité de Lisbonne par la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'UEO a été dissoute en juin 2011.

compétences transatlantiques. Le dérapage demeure à mon avis particulièrement hallucinant, quand on voit alors les Américains proposer que ce soit dans le cadre de l'Alliance atlantique où l'on traite des problèmes de diplomatie préventive avec l'Union soviétique, que peut-être même un jour on envisage que la Russie devienne membre associé de l'Alliance atlantique, ce n'est que l'excès de tout ce que nous n'aurions pas voulu, autrement dit que l'Alliance atlantique devienne, avec ses structures, donc sous commandement américain, nécessairement sous commandement américain en matière opérationnelle, devienne au fond l'instrument d'organisation politique à travers l'Europe et ceci nous ne l'avons jamais accepté. Nos rapports avec l'Alliance atlantique ont toujours été ceux-là.

Et, alors ça, M. le ministre, est-ce que c'est dès le départ ?

C. Cheysson : Dès le départ, puisque mon prédécesseur avait exactement les mêmes vues.

Oui, c'est ça. Il veut dire que le Président Mitterrand pensait à ça, que c'était vraiment ses vues.

C. Cheysson : Oui, c'est ça, depuis fort longtemps. Enfin, c'est ce que je crois savoir aussi.

Vous confirmez ?

C. Cheysson : Aucune difficulté, aucune nuance, par rapport à ce qui a été dit. Ce qui l'agaçait, c'est quand on lui disait que c'était la thèse du Général, c'est sûr.

Alors que vous, au fond, vous le reconnaissiez plus spontanément ?!

C. Cheysson : Oui, moi, cela ne m'a jamais désarmé, mais lui ça l'agaçait terriblement. Mes interventions au Conseil atlantique, je ne sais plus qui m'a dit : « *On les retrouvera exactement les mêmes dans la boule de Couve de Murville*⁵² *il y a plus d'une année.* »

*Je travaille pour l'instant sur les papiers de Michel Debré*⁵³. *C'est très intéressant parce que Michel Debré dit déjà dans les années 1950 tout cela.*

⁵² **Maurice Couve de Murville**, né le 24 janvier 1907 à Reims et mort le 24 décembre 1999 à Paris, est un haut fonctionnaire, diplomate et homme d'État français. Il est Premier ministre du 10 juillet 1968 au 20 juin 1969. Collaborateur puis résistant et gaulliste durant la Seconde Guerre mondiale, il devient ministre des Affaires étrangères en 1958, une fonction qu'il occupe pendant dix ans. Il est ensuite ministre de l'Économie et des Finances pendant un mois. Après la démission de Georges Pompidou, il est nommé chef du gouvernement par le président de la République, Charles de Gaulle. Il reste Premier ministre pendant l'intérim d'Alain Poher. Il détient le record de brièveté pour un chef de gouvernement sous la V^e République pendant 22 ans, Édith Cresson battant ensuite ce record. Élu député de la 6^e circonscription de Paris pour la première fois en 1968, il exerce à nouveau ce mandat de 1973 à 1986. À la même époque, il est conseiller régional d'Île-de-France et conseiller du 8^e arrondissement de Paris. Il est sénateur de Paris de 1986 à 1995, année où il se retire de la vie politique.

⁵³ **Michel Debré**, né le 15 janvier 1912 dans le 7^e arrondissement de Paris et mort le 2 août 1996 à Montlouis-sur-Loire, est un résistant, académicien et homme d'État français. Il est le premier à exercer la fonction de Premier ministre de la

C. Cheysson : Oui c'est une constante.

Ah, oui, bien avant les difficultés connues du Général.

C. Cheysson : Alors quand on va parler Défense, je parlerai au contraire ou en regard, et pour beaucoup je dirais, au contraire, des premières tentatives, de respecter le traité de l'Élysée⁵⁴...

Oui, absolument !

C. Cheysson : Trouver des éléments d'action conjointe intégrée avec les Allemands, sur le plan des corps d'armée⁵⁵, sur le plan des Forces et sur le plan de l'armement. Et nous trouverons les mêmes difficultés qu'auparavant, on n'arrive pas un accord sur le char, mais on arrive à un accord, non sans peine, sur l'hélicoptère. Mais quand nous convenons avec les Allemands politiquement, que nous devons développer un système commun, conjoint, européen, franco-allemand au départ, d'observation du champ de bataille par satellite, donc le développement de satellites d'observation, nous avons l'accord des Allemands. Il y a, à ce moment-là, un veto des Américains d'une brutalité... Genscher⁵⁶ m'a raconté. Ils tapent du

V^e République, du 8 janvier 1959 au 14 avril 1962. Haut fonctionnaire sous le régime de Vichy, puis résistant et gaulliste, il est sénateur d'Indre-et-Loire de 1948 à 1958. Avec le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958, il devient garde des Sceaux. Il dirige en parallèle le groupe de travail chargé de la rédaction de la Constitution de la V^e République. Nommé Premier ministre à la suite de l'élection du général de Gaulle à la présidence de la République, il démissionne trois ans plus tard après un désaccord avec celui-ci sur son projet d'élection du président de la République au suffrage universel direct. Il occupe par la suite les fonctions de ministre de l'Économie et des Finances de 1966 à 1968, puis des Affaires étrangères de 1968 à 1969, et enfin de la Défense nationale de 1969 à 1973. Député de La Réunion jusqu'en 1988, il participe au transfert forcé de plus de 2 000 enfants dans l'affaire des « Enfants de la Creuse » et s'illustre également par sa farouche opposition à la loi Veil. Candidat divers droite n'étant soutenu par aucun parti à l'élection présidentielle de 1981, il réunit 1,66 % des suffrages, soit le plus mauvais score pour un ancien Premier ministre à un tel scrutin. Maire d'Amboise jusqu'en 1989, il est considéré comme l'un des « barons du gaullisme ». Il est élu membre de l'Académie française en 1988.

⁵⁴ Le **traité d'amitié franco-allemand** (*deutsch-französischer Freundschaftsvertrag*), dit **traité de l'Élysée** (*Élysée-Vertrag*), est un traité bilatéral entre la République fédérale d'Allemagne et la République française signé au palais de l'Élysée le 22 janvier 1963 par le chancelier allemand, Konrad Adenauer, et le président français, Charles de Gaulle. Il définit le cadre d'une coopération entre l'Allemagne et la France dans divers domaines.

⁵⁵ Un **corps d'armée** ou **corps** est une unité militaire constituée de plusieurs divisions, en général 3 à 4. S'y ajoutent plusieurs unités spécialisées (souvent des régiments du génie, d'artillerie, blindés ou mécanisés) affectées à des missions spéciales ou renforçant temporairement une division. Le corps d'armée dispose souvent d'une réserve de quelques régiments à l'entraînement remplaçant ensuite les unités consommées. Un corps est commandé par un général de corps d'armée ou parfois par un général de division.

⁵⁶ **Hans-Dietrich Genscher**, né le 21 mars 1927 à Reideburg et mort le 31 mars 2016 à Wachtberg, est un avocat et homme d'État allemand membre du Parti libéral-démocrate (FDP). Engagé dès 1946 chez les libéraux, il quitte l'Allemagne de l'Est en 1952. Il exerce alors la profession d'avocat à l'Ouest et se fait recruter par le groupe FDP au Bundestag en 1962. En 1965, il est élu à 38 ans député fédéral et entame une carrière de près de trente ans. Pour ce premier mandat, il prend les fonctions de secrétaire général du groupe parlementaire. Avec la formation d'une coalition sociale-libérale par le chancelier fédéral social-démocrate Willy Brandt, il est nommé en 1969 ministre fédéral de l'Intérieur. Après la démission de Brandt puis l'élection de Walter Scheel à la présidence fédérale, il devient en mai 1974 vice-chancelier et ministre fédéral des Affaires étrangères des gouvernements d'Helmut Schmidt. Il est élu président fédéral du FDP en octobre suivant. Il démissionne finalement du cabinet en septembre 1982 afin de forcer à un changement de majorité et permettre l'investiture du chrétien-démocrate Helmut Kohl à la chancellerie. Cette opération réussie, il est renommé dans ses fonctions en octobre. Il abandonne la direction du Parti libéral en 1985 et joue un rôle de premier plan dans la réunification allemande. Il quitte le gouvernement fédéral en mai 1992, après y avoir siégé au total 22 ans et 6 mois, dont 18 années cumulées à la direction de la diplomatie allemande. Il continue de siéger au Bundestag et se fait réélire pour un dernier mandat parlementaire en 1994. En 1998, il se retire de la vie politique.

poing sur la table, en disant : « *Jamais ! Vous comprenez ? Ça, nous le faisons, l'observation spatiale, c'est notre responsabilité.* » C'est très intéressant alors qu'elle n'est pas intégrée au niveau de l'Alliance atlantique, je ne pense pas. C'est un moyen de contrôle que les Américains n'ont pas. Ils n'ont jamais répondu. Et nous nous sommes rendu compte par la suite, à ce moment-là, je trouve que c'était assez astucieux de la part des gens qui nous conseillaient, de nous à quel point c'était important. Ils ont vu dans la Guerre du Golfe l'importance que cela a eue, et cela c'est purement américain. L'Alliance atlantique, moi, je n'ai pas autre chose à dire parce que pour nous, c'est séparé complètement du reste.

Et, puis, il y aura quand même des relations, des problèmes qui se posent tout de même, la crise des euromissiles⁵⁷. Enfin, comment cela a été vécu du côté du Quai ? Je crois que ce serait intéressant. Puis, il y a quand même le renforcement de la participation française dans l'OTAN pour la bataille de novembre, qui est intéressante. Bon, alors, on va reprendre nos petits agendas.

Merci beaucoup, Monsieur le ministre, c'était passionnant.

Fin de l'entretien

⁵⁷ La **crise des euromissiles** est une période de relations Est-Ouest tendues et de débats au sein des membres européens de l'OTAN qui naît des premiers déploiements de missiles soviétiques SS-20 en 1977 et s'achève par la signature du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire en 1987. Cette crise s'inscrit dans le contexte plus global d'une période de retour à la guerre froide du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 qui met fin à une période de détente Est-Ouest, en Europe notamment. Le déploiement du missile nucléaire de portée intermédiaire SS-20, nettement plus performant que les SS-4 et SS-5 qu'il remplace, provoque une inquiétude en Europe de l'Ouest et sert d'argument pour justifier une modernisation des forces nucléaires intermédiaires (FNI) de l'OTAN. Fin 1979, l'OTAN décide de déployer dans cinq pays européens de nouvelles armes nucléaires tout en proposant aux Soviétiques l'ouverture de négociations sur les FNI. Cette « double décision » traduit l'absence de consensus dans la classe politique des pays concernés sur la nécessité de cette course aux armements et la vigueur des mouvements pacifistes, notamment en Allemagne de l'Ouest et aux Pays-Bas. Les négociations entre Américains et Soviétiques s'ouvrent en 1981 mais s'interrompent fin 1983 lorsque l'OTAN commence le déploiement effectif de ses nouveaux missiles Pershing II et BGM-109 G malgré la vague sans précédent de manifestations pacifistes à l'automne de cette année. Le Royaume-Uni et la France réussissent à garder leurs forces nucléaires nationales en dehors du champ des négociations, en dépit de la volonté maintes fois réaffirmée des Soviétiques de les y inclure. Les pourparlers reprennent en mars 1985 et finissent par se débloquent fin 1986 lorsque Gorbatchev renonce à cette demande. Le traité sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires est signé le 8 décembre 1987 par Reagan et Gorbatchev, mettant ainsi fin à la crise des euromissiles.